

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 avril 2014

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant le devoir de mémoire de l'État
belge à l'égard de son passé colonial au
Congo, au Rwanda et au Burundi**

(déposée par Mmes Zoé Genot et
Eva Brems)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 april 2014

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de herinneringsplicht van de
Belgische Staat ten aanzien van zijn koloniaal
verleden in Congo, Rwanda en Burundi**

(ingediend door de dames Zoé Genot en
Eva Brems)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het de definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Historique de la colonisation belge

Voici près de quatre ans, la République Démocratique du Congo s'arrêtait sur ses cinquante années d'existence comme État souverain, indépendant de la Belgique. Cette indépendance mit fin au régime colonial de notre État sur les populations congolaises qui dura cinquante-deux années (1908-1960). Il faisait lui-même suite au régime colonial personnel mis en place et dirigé par notre souverain Léopold II, avec le concours de nombreux acteurs belges durant une période de vingt-trois années (1885-1908). En juillet 2012, le Rwanda et le Burundi célébraient également ce jubilé de cinquante années d'indépendance, après quarante-six années d'administration coloniale belge (1916-1962).

Malgré le long laps de temps désormais écoulé depuis la fin de la colonisation belge, et malgré les nombreux progrès réalisés par la communauté scientifique sur le plan historiographique, la Belgique n'a encore effectué à ce jour aucune démarche officielle en vue d'accomplir un réel travail de mémoire à l'égard de son passé colonial. Si une part de responsabilité de l'État belge fut admise concernant l'assassinat politique de Patrice Lumumba depuis 2002, cet événement ponctuel se situe formellement en dehors du cadre de la colonisation (1961).

Concernant les abus commis par la Belgique en tant que puissance coloniale au sein du Congo, du Rwanda et du Burundi durant la colonisation, l'État belge n'a encore jamais admis de responsabilité particulière, ni entrepris de démarche en vue d'une réconciliation par rapport à ce passé.

2. État du discours officiel belge à l'égard du passé colonial

Dans les discours des représentants officiels de l'État belge, le silence à l'égard du passé colonial est le plus souvent de mise. En témoigne le discours du président de la Chambre des représentants prononcé le 30 septembre 2010, dans le cadre des festivités du cinquantenaire de l'indépendance congolaise: "Je ne reviendrai pas sur l'Histoire commune de nos deux pays, mais on ne peut nier qu'elle nous a laissé le privilège des amis". Cette volonté assumée d'entretenir une amitié sereine en faisant l'impasse sur le passé commun laisse perplexe. Par ailleurs, cette politique du silence et le manque de clarification à l'égard du rôle joué par la Belgique en tant que puissance coloniale

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. Geschiedenis van de Belgische kolonisatie

Zowat vier jaar geleden stond de Democratische Republiek Congo stil bij zijn vijftigjarig bestaan als soevereine Staat, onafhankelijk van België. Die onafhankelijkheid maakte een einde aan het koloniale bewind van België over de Congolese bevolking, dat tweeën-vijftig jaar (1908-1960) duurde. Het volgde zelf op het persoonlijke koloniale bewind dat met de medewerking van talrijke Belgische spelers door Koning Leopold II was ingesteld en gevoerd, en drieëntwintig jaar (1885-1908) heeft geduurd. In juli 2012 vierden ook Rwanda en Burundi hun vijftig jaar onafhankelijkheid, na zes- en veertig jaar Belgisch koloniaal bestuur (1916-1962).

België heeft tot op heden nog geen enkel officieel initiatief genomen om echt werk te maken van de herinnering aan zijn koloniaal verleden, ofschoon al heel veel tijd is verstreken sinds het einde van de Belgische kolonisatie en in de geschiedschrijving door de wetenschappelijke wereld grote vooruitgang werd geboekt. De Belgische Staat heeft sinds 2002 dan wel een deel van de verantwoordelijkheid voor de politieke moord op Patrice Lumumba op zich genomen, maar die specifieke gebeurtenis (uit 1961) valt formeel buiten het kader van de kolonisatie.

Wat de fouten van België als koloniale macht tijdens de kolonisatie in Congo, Rwanda en Burundi betreft, heeft de Belgische Staat nooit enige bijzondere verantwoordelijkheid toegegeven, noch stappen gezet om in verband met dat verleden verzoening te bewerkstelligen.

2. Stand van het officiële Belgische discours ten aanzien van het koloniale verleden

In het discours van de officiële vertegenwoordigers van de Belgische Staat wordt het koloniale verleden meestal uit de weg gegaan. Een voorbeeld daarvan is de toespraak van de voorzitter van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers op 30 september 2010 in het kader van de viering van de vijftigste verjaardag van de Congolese onafhankelijkheid: "*Je ne reviendrai pas sur l'Histoire commune de nos deux pays, mais on ne peut nier qu'elle nous a laissé le privilège des amis.*". Die bewuste bereidheid om een serene vriendschap te onderhouden en tegelijk het gemeenschappelijke verleden te negeren, slaat met verstomming. Dat beleid van stilzwijgen en het gebrek aan opheldering met

donne libre cours à des discours officiels ambivalents, voire historiquement erronés.

Le ministre des Affaires Étrangères déclarait par exemple en 2005, lors d'une allocution au Musée Royal d'Afrique Centrale (MRAC): "[q]ue des abus aient été commis au temps de l'État Indépendant du Congo (EIC) est indéniable". Le ministre rejetait ainsi régulièrement la responsabilité de toute forme d'abus de la colonisation sur l'EIC de Léopold II, un État en principe indépendant de la Belgique. Il estimait dans cette même allocution qu'"[a]vec la cession du Congo à la Belgique en 1908, il sera mis fin au système d'exploitation de l'EIC. Lors de cette période [formellement belge] allant jusqu'à l'indépendance en 1960, le Congo a certainement rapporté à la Belgique, qui a de son côté incontestablement mené une action vigoureuse de développement économique et social au Congo".

Ce discours officiel, niant toute responsabilité de l'État belge à l'égard des abus de la colonisation, et présentant cette dernière comme un partenariat "*win-win*", néglige non seulement le caractère unilatéral, imposé et inégalitaire de cet "échange de services", mais est tout simplement erroné sur le plan historique: il est aujourd'hui clairement établi par l'historiographie contemporaine que la Belgique, elle aussi, commit directement un certain nombre d'abus au cours de la période 1908-1960. De plus, ce discours néglige la responsabilité morale directe portée par la Belgique à l'égard de l'héritage léopoldien: en acceptant de reprendre la colonie de son souverain, la Belgique s'est vue en accepter tant les bénéfices économiques que le fardeau éthique. Ces deux éléments sont indissociables. Enfin, ce discours néglige surtout toutes les synergies existantes entre la Belgique et l'EIC, et en particulier le soutien financier apporté à plusieurs reprises par la Belgique à son souverain avant 1908. L'État belge doit aujourd'hui assumer l'ensemble de ces aspects et prendre la juste part de ses responsabilités.

Le président du Sénat estimait quant à lui en 2006, également dans une allocution au MRAC, que "notre présence coloniale au Congo ne fut pas exempte de faiblesses, de fautes, d'erreurs, mais elle était aussi l'expression d'une époque et d'un contexte qui ne peut être jugé à l'aune des critères de notre temps". Ce raisonnement rencontre certaines limites évidentes, puisqu'il permettrait d'affranchir toute abomination historique telle que l'esclavage d'un quelconque jugement moral contemporain. Surtout, ce point de vue exprimé à plusieurs reprises révèle la méconnaissance persistante

betrekking tot de rol die België als koloniale macht heeft gespeeld, geeft vrij spel aan een ambivalent officieel discours, of zelfs aan historische onjuistheden.

Zo verklaarde de Belgische minister van Buitenlandse Zaken in 2005 in een toespraak in het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika (KMMA) dat het onloochenbaar was dat zich ten tijde van Kongo-Vrijstaat (KVS) misstanden hadden voorgedaan. De minister schoof aldus de verantwoordelijkheid voor alle misbruiken tijdens de koloniale periode af op de KVS van Leopold II, een Staat die in principe onafhankelijk was van België. In dezelfde toespraak stelde de minister dat met de overdracht van Congo aan België (in 1908) een einde werd gesteld aan het exploitatiesysteem van de KVS, alsook dat vanaf die formeel Belgische periode en tot de onafhankelijkheid, België onbetwistbaar heeft bijgedragen tot de economische en sociale ontwikkeling van Congo.

In dat officiële discours, waarin elke verantwoordelijkheid van de Belgische Staat ten aanzien van de misstappen tijdens de kolonisatie wordt ontkend en waarin die kolonisatie wordt voorgesteld als een "*win-win-partnerschap*" wordt niet alleen voorbijgegaan aan het eenzijdige, opgelegde en ongelijke karakter van die "uitwisseling van diensten" bovendien is dat discours historisch gewoon fout: de hedendaagse geschiedschrijving heeft thans duidelijk aangetoond dat ook België direct een aantal misstappen tijdens de periode 1908-1960 heeft begaan. In dat discours wordt bovendien de directe morele verantwoordelijkheid van België met betrekking tot de erfenis van koning Leopold II terzijde gelaten: toen België instemde met de overname van de kolonie van zijn vorst, kreeg ons land er zowel de economische voordelen als de ethische verplichtingen van. Die twee elementen zijn onderling onlosmakelijk verbonden. Tot slot wordt in dat discours vooral geen aandacht besteed aan alle bestaande samenwerkingsverbanden tussen België en de KVS, en in het bijzonder de herhaalde financiële steun van België aan zijn vorst vóór 1908. De Belgische Staat moet zich thans voor al die aspecten betrokken voelen en een correct deel van de verantwoordelijkheid dragen.

In 2006 stelde de voorzitter van de Belgische Senaat, ook in een toespraak in het KMMA, dat "*notre présence coloniale au Congo ne fut pas exempte de faiblesses, de fautes, d'erreurs, mais elle était aussi l'expression d'une époque et d'un contexte qui ne peut être jugé à l'aune des critères de notre temps*". Die redenering doet echt de wenkbrauwen fronsen, omdat op die manier enig hedendaags moreel oordeel niet van toepassing is op elke gruwel uit het verleden, zoals de slavernij. Uit dat herhaalde standpunt blijkt vooral de aanhoudende miskennis op het hoogste staatsniveau van het feit

au plus haut niveau de l'État à l'égard des abus commis entre 1908 et 1960 par la Belgique.

Nombre de ces abus n'avaient rien de tolérable dans le contexte de l'époque, tels des massacres de civils, un système de travail forcé, des déportations massives, ainsi qu'une multitude de négligences coupables qui coûtèrent de nombreuses vies africaines. Ces éléments furent étouffés à l'époque et longtemps minimisés par la suite. La complaisance doit trouver ici des limites.

Certains discours officiels contrastent, témoignant de l'ambiguïté persistante de la Belgique à l'égard de son passé colonial. Toutefois, même les discours les plus engageants demeurent timides. Un autre ministre des Affaires Étrangères déclarait le 28 février 2003, dans un discours à l'université de Liège: "les anciennes puissances coloniales, comme la Belgique, sont redevables d'une bonne part de leur propre développement à leurs anciennes colonies. C'est tout de même grâce à celles-ci que nous avons pu, en partie, nous construire tels que nous sommes et être aujourd'hui le douzième pays le plus riche et le quatrième selon le classement de l'ONU". Cette position fut réitérée par le ministre à plusieurs reprises, jusqu'à la tribune des Nations Unies, le 16 septembre 2005 en tant que commissaire européen: "[l]a Belgique plus que d'autres se sent redevable à votre égard [celui des Africains] d'un soutien déterminé parce qu'une part importante de notre histoire est aussi la vôtre. Et que nos pages communes ne furent pas toutes écrites à l'encre du respect et de la générosité".

Si un ministre su reconnaître une certaine dette de la Belgique à l'égard des pays africains qu'elle a administrés par le passé et souligner à diverses reprises l'injustice de l'histoire africaine en général, cette injustice ne fut cependant jamais présentée que comme le résultat d'une certaine époque engageant collectivement l'ensemble des anciennes puissances coloniales. Jamais une quelconque responsabilité dans le chef de l'État belge à l'égard de faits précis ne fut admise, et aucun crime ou abus commis dans les pays administrés par la Belgique, *in contexto*, ne fut jamais condamné. La dilution des responsabilités belges au sein de responsabilités collectives doit elle aussi trouver à présent des limites. Il est temps pour chaque acteur de prendre sa propre part de responsabilité.

3. Une nécessaire prise de conscience

L'ambiguïté et la complaisance de l'État belge à l'égard de son passé colonial par la voix de ses hauts représentants n'est pas acceptable pour un État

dat België tussen 1908 en 1960 misstappen heeft gedaan in Congo.

Veel van die erge fouten waren ook toentertijd onduidelijk, zoals uitmoording van burgers, systematische dwangarbeid, massale deportatie alsook veelvuldig schuldig verzuim, dat voor veel Afrikaanse mensen de dood betekende. Die elementen werden destijds onder de mat geschoven, en lang erna geminimaliseerd. De tolerantie bereikt hier echt grenzen.

Soms wijkt ander officieel discours af van die lijn, hetgeen aantoont dat België aanhoudend worstelt met dubbelzinnigheid ten opzichte van zijn koloniale verleden. Maar zelfs het meest vergaande discours blijft terughoudend. Een andere Belgische minister van Buitenlandse Zaken verklaarde op 28 februari 2003, in een toespraak aan de universiteit van Luik: "*les anciennes puissances coloniales, comme la Belgique, sont redevables d'une bonne part de leur propre développement à leurs anciennes colonies. C'est tout de même grâce à celles-ci que nous avons pu, en partie, nous construire tels que nous sommes et être aujourd'hui le douzième pays le plus riche et le quatrième selon le classement de l'ONU*". Dat standpunt werd door de minister ook later nog uitgedragen, tot op de tribune van de Verenigde Naties, op 16 september 2005, als Europees Commissaris: "*[l]a Belgique plus que d'autres se sent redevable à votre égard [celui des Africains] d'un soutien déterminé parce qu'une part importante de notre histoire est aussi la vôtre. Et que nos pages communes ne furent pas toutes écrites à l'encre du respect et de la générosité*".

Een minister mag dan al een zekere schuld hebben erkend van België ten opzichte van de Afrikaanse landen die het in het verleden heeft bestuurd, en herhaaldelijk hebben gewezen op de onrechtvaardigheid in de Afrikaanse geschiedenis in het algemeen, toch werd dat onrecht louter voorgesteld als het resultaat van een bepaald tijdvak, waarbij alle voormalige koloniale machten gezamenlijk betrokken partij zijn. Nooit werd enige aansprakelijkheid van de Belgische Staat ten aanzien van bepaalde feiten toegegeven, en geen enkele misdaad of geen enkele misstap in de door België *in contexto* bestuurde landen werd ooit veroordeeld. Ook de "verwatering" van de Belgische verantwoordelijkheid in de collectieve verantwoordelijkheden heeft grenzen bereikt. Het is tijd dat elke speler de eigen verantwoordelijkheid draagt.

3. Noodzakelijke bewustwording

De door de Belgische top uitgedragen dubbelzinnigheid en zelfgenoegzaamheid van de Belgische Staat ten aanzien van zijn koloniale verleden is onaanvaardbaar

démocratique du vingt-et-unième siècle. La colonisation est un principe antidémocratique et raciste qui engendre de façon structurelle des crimes et des abus inhérents à ce système de gouvernance.

Il ne s'agit aucunement de statuer sur l'impact de ceux-ci sur le cours du développement ultérieur des pays concernés jusqu'aujourd'hui. En la matière, les responsabilités sont multiples et difficiles à départager. Il s'agit uniquement de prendre clairement distance par rapport au principe de la colonisation en tant que tel, et d'en condamner fermement et solennellement les abus. Cette condamnation du principe de la colonisation en tant que système abusif doit se faire en premier lieu à l'égard de nos propres agissements passés. Il s'agit d'une question de crédibilité démocratique, tant à l'égard de notre propre population que de nos partenaires internationaux.

Autant il ne s'agit pas pour l'historien qui fait œuvre d'histoire de juger les faits du passé à la lumière des conceptions d'aujourd'hui (il établit les faits), autant il appartient au politique, sur la base des faits scientifiquement établis, de définir le jugement qu'il convient de porter aujourd'hui sur ce passé, et d'affirmer ainsi les valeurs qui fondent notre société contemporaine, ainsi que celles que nous entendons défendre sur la scène internationale. Il s'agit, par la présente proposition de résolution, de faire œuvre de mémoire et non d'histoire. En jetant un regard délibérément politique sur l'histoire, nous décidons d'assoir les assises nécessaires à la vie harmonieuse de notre société et de nous inscrire dans un mouvement international de réconciliations postcoloniales. À cet égard, l'idée selon laquelle les populations des pays concernés ne sont pas demandeuses et qu'une telle pacification n'a pas lieu d'être doit être fermement combattue, en rappelant au besoin que ce même argument fut employé jadis par les colons belges afin d'éviter toute éducation appropriée et tout partage du pouvoir avec les populations des colonies. Il ne s'agit pas de répondre à une nécessité diplomatique et opportuniste, mais bien de répondre à un désir propre de justice, de cohérence et de bon sens, ainsi que de désamorcer les tensions sous-jacentes qui refont régulièrement surface.

Certes, la colonisation recouvre des réalités très diverses, telles que de terribles exactions et des progrès sociaux certains, souvent mal partagés. Cependant, le jugement porté à l'égard de ces progrès doit nécessairement être subordonné à celui des méthodes employées. Il ne vient en effet pas à l'esprit de louer l'extraordinaire redressement économique allemand des années 1930,

pour une démocratique Staat van de 21^e eeuw. Kolonisatie is een antidemocratisch en racistisch principe dat structureel leidt tot de misdaden en misstappen die inherent zijn aan dat bestuursstelsel.

Het gaat er hier geenszins om een uitspraak te doen over de weerslag van de kolonisatie op de verdere ontwikkeling van de betrokken landen, tot op heden. In dat opzicht zijn de verantwoordelijkheden talrijk en moeilijk te scheiden. Het gaat er alleen om duidelijk afstand te nemen van het principe van de kolonisatie *as such*, en de misstappen ervan krachtig en plechtig te veroordelen. De veroordeling van het beginsel van de kolonisatie als fout systeem moet in de eerste plaats geschieden met betrekking tot ons eigen handelen uit het verleden. Het is een kwestie van democratische geloofwaardigheid, zowel ten opzichte van de eigen bevolking als ten opzichte van de internationale partners.

Voor de historicus die aan geschiedschrijving doet, gaat het er niet om de gebeurtenissen uit het verleden te beoordelen in het licht van de opvattingen van vandaag, want hij stelt de feiten vast; wel komt het de politieke wereld toe op basis van wetenschappelijk vastgestelde feiten het oordeel te bepalen dat men thans moet aannemen ten opzichte van dat verleden, en aldus de waarden te bekrachtigen die de hoekstenen vormen van onze hedendaagse samenleving, alsook die welke wij op de internationale scène willen verdedigen. Het gaat er in dit voorstel van resolutie om feiten in herinnering te brengen, en niet aan geschiedschrijving te doen. Door een bewust politieke blik op de geschiedenis te werpen beslissen we de nodige grondslag te vestigen voor een harmonieuze samenleving en ons in te schrijven in een internationale beweging van postkoloniale verzoening. In dat opzicht moet de idee dat de volkeren van de betrokken landen geen vragende partij zijn en dat een dergelijke pacificatie geen bestaansreden heeft, vastberaden worden bestreden, desnoods door eraan te herinneren dat hetzelfde argument ooit door de Belgische kolonisten werd gebruikt om de volkeren van de kolonies geen goede opleiding te moeten geven, noch enige machtsparticipatie. Het gaat er niet om in te gaan op een diplomatieke en opportunistische noodzaak, maar wel om te beantwoorden aan een specifiek verlangen naar rechtvaardigheid, consistentie en gezond verstand, alsook om de geregeld opduikende onderliggende spanningen te ontmijnen.

De kolonisatie bestrijkt uiteraard heel uiteenlopende realiteiten: verschrikkelijk machtsmisbruik, maar ook onomstreden sociale vooruitgang (hoewel die vaak slecht was gespreid). Het oordeel over die vooruitgang moet echter noodzakelijkerwijs ondergeschikt zijn aan de inschatting van de gebruikte methoden. Niemand zal het buitengewone Duitse economische herstel van de

car nul n'ignore les méthodes qui furent employées à cet effet. Comparer les progrès socioéconomiques accomplis par des régimes totalitaires à ceux des régimes démocratiques n'a en effet aucun sens. Le principe démocratique se doit d'être défendu coûte que coûte, au-delà des performances socioéconomiques, et déroger à cette philosophie pourrait être lourd de conséquences.

Il en va de même pour la colonisation: il est nécessaire de condamner fermement au préalable les vicissitudes du régime qui rendirent possibles tous développements éventuellement favorables. Il n'est pas tolérable de conclure à un *statu quo* en la matière, et d'entretenir ainsi un silence malsain (plus de cinquante années après les faits) qui continue de nourrir un malaise dans notre société par rapport au phénomène colonial et à son héritage. En ciblant les faits, une juste part de responsabilités peut être dégagée.

Il est grand temps désormais d'avancer. Nous avons le devoir de tenir un langage de vérité à l'égard des populations des pays concernés, à l'égard des habitants de notre pays originaires de nos anciennes colonies, ainsi qu'à l'égard des peuples du monde ayant partagé un tel destin, par soucis de respect et de transparence. Il s'agit également de tenir un langage de vérité à l'égard de l'ensemble de la population belge qui doit avoir conscience du passé dont elle est aujourd'hui, qu'elle le veuille ou non, le dépositaire. Il est essentiel d'éveiller la conscience belge à l'égard de la réalité de son héritage sociologique, patrimonial et économique actuel, et des effets de celui-ci ailleurs dans le monde. Briser la loi du silence sur son passé est indispensable dans une société démocratique: c'est à l'aune de sa capacité à regarder son passé en face et à admettre ses erreurs qu'une telle société prouve sa maturité. Il s'agit de surcroît d'une condition préalable à toute volonté sincère d'intégration dans notre société de toutes les composantes qui l'enrichirent au sens large au cours de l'histoire et qui continuent de le faire aujourd'hui.

Dans cette optique, nous passons ici en revue les principaux faits reprochables à l'égard de la Belgique au cours de son aventure coloniale. Les lignes qui suivent ne constituent pas une œuvre historique académique en tant que telle. Elles visent tout au plus à mettre en lumière un ensemble de faits qui mériteraient une plus grande attention et que nous souhaitons voir faire l'objet d'une étude académique globale et systématique, impliquant des instituts de recherche belges et africains. Cette ébauche historique n'a donc d'autre prétention

jaren '30 van de vorige eeuw ophemelen, want iedereen kent de methoden die toen daartoe werden gebruikt. De sociaaleconomische vooruitgang van totalitaire regimes vergelijken met die van democratische regimes heeft inderdaad geen enkele zin. Het democratisch beginsel moet te allen prijze worden verdedigd, los van de sociaaleconomische prestaties, want afwijken van dat gedachtegoed kan ernstige gevolgen hebben.

Hetzelfde geldt voor de kolonisatie: men moet zonder meer de fouten van een dergelijk regime (hoewel dat enige mogelijk gunstige ontwikkeling heeft mogelijk gemaakt), krachtig veroordelen. Het is niet duldbaar in die aangelegenheid tot een *status quo* te concluderen en aldus een fout stilzwijgen te handhaven — meer dan vijftig jaar na de feiten — dat in onze samenleving met betrekking tot het kolonialisme en de uitlopers ervan voor een blijvende malaise zorgt. Als men op de feiten focust, kan een correcte toewijzing van de verantwoordelijkheden naar voren komen.

Nu is het de hoogste tijd om vooruitgang te boeken. Uit respect en met het oog op transparantie hebben wij de plicht waarachtige taal te spreken ten aanzien van de bevolkingen van de betrokken landen, ten aanzien van de uit onze vroegere kolonies afkomstige inwoners van ons land en ten aanzien van de volkeren van de wereld die ook een dergelijk lot hebben ondergaan. Tevens komt het erop aan waarachtige taal te spreken ten aanzien van de gehele Belgische bevolking, die zich bewust hoort te zijn van het verleden waarvan zij, of zij dat nu wil of niet, de bewaarder is. Het is van heel groot belang België bewust te maken van de realiteit aangaande zijn huidig sociologisch, patrimoniaal en economisch erfgoed, alsook van de weerslag daarvan elders in de wereld. De "wet van de stilte" omtrent zijn verleden verbreken, is onontbeerlijk in een democratische samenleving: de maturiteit van een dergelijke samenleving wordt afgemeten aan haar vermogen haar verleden met open vizier te aanschouwen en haar fouten te erkennen. Bovendien is dit een *conditio sine qua non* voor elk eerlijk streven om in onze samenleving alle componenten op te nemen die haar in de loop van de geschiedenis hebben verrijkt (in de brede zin van het woord) en die dat ook thans nog blijven doen.

Uit dat oogpunt volgt hierna een opsomming van de belangrijkste feiten die België in de loop van zijn koloniale periode kunnen worden verweten. Wat volgt is geen academisch historisch werk als dusdanig. We beogen ten hoogste een geheel van feiten onder de loep te nemen die meer aandacht zouden verdienen, alsook waarnaar alomvattend en stelselmatig academisch onderzoek wenselijk is, waarbij Belgische en Afrikaanse onderzoeksinstituten worden betrokken. Deze aanzet tot een historisch overzicht heeft dus geen ander oogmerk

que le rappel de faits basiques en vue d'une étude académique plus élaborée.

4. Actions critiquables de la Belgique

4.1. La colonisation du Congo¹

Parmi les discours officiels évoqués précédemment, il est régulièrement mis l'accent sur le fait que, dans les années 1950, le Congo était devenu un modèle de développement colonial. Un large système d'enseignement gratuit et de qualité y avait été mis en place, de même qu'un système de soin de santé qui passait pour l'un des meilleurs d'Afrique, jusqu'à attirer les élites du continent. Les voies de communication routières et ferroviaires avaient également atteint un niveau de développement important, favorisant la croissance économique, l'amélioration du niveau de vie des habitants, la création de centres urbains modernes, et assurant la sécurité dans tout le pays. Cependant, il est nécessaire aujourd'hui de souligner le caractère relatif de ces progrès.

L'enseignement fut par exemple limité pour les Congolais qui n'eurent accès aux études secondaires générales qu'à partir de 1947 et à l'université qu'à partir de 1952, soit une remarquable entrave à l'émancipation des Congolais. Le développement des voies de communication visait pour sa part exclusivement les régions à haut potentiel économique et délaissait la majorité de la population.

La politique sanitaire restreint considérablement les libertés de mouvement des populations et compartimenta des populations mouvantes, renforçant ainsi les clivages ethniques. Surtout, les retombées de la prospérité du Congo ne profitaient pas d'une égale façon aux habitants selon leur origine et la couleur de leur peau. Le Congo belge était un régime de ségrégation brutal où l'infériorité des Africains était institutionnalisée et le racisme sanctionné par la loi de l'État belge. Ce régime de ségrégation radical partageait de nombreuses similitudes avec le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud, en particulier au regard de sa séparation géographique, économique et de statuts juridiques entre Européens et Africains.

¹ Les pages qui suivent se basent principalement sur les ouvrages suivants: Van Reybrouck (David), *Congo. Une histoire*, Actes Sud, Paris, 2012; Ndaywel E Nziem (Isidore), *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, De Boeck & Larcier, Paris-Bruxelles, 1998; Vanthemsche (Guy), *La Belgique et le Congo (1885-1980)*, "Nouvelle Histoire de Belgique", Vol.4, Editions Complexe, Bruxelles, 2007; Brausch (Georges), *Belgian Administration in the Congo*, Londres, 1961.

dan basisfeiten in herinnering te brengen, met het oog op grondiger academisch onderzoek.

4. Voor kritiek vatbare acties van België

4.1. De kolonisatie van Congo¹

In het hierboven aangehaalde officiële discours wordt geregeld beklemtoond dat Congo in de jaren '50 van de vorige eeuw een model voor koloniale ontwikkeling was geworden. Er was een omvangrijk, kosteloos en kwaliteitsvol onderwijssysteem uitgebouwd, evenals een gezondheidszorgstelsel dat dermate als een van de beste van Afrika gold dat het de elites van het continent aantrok. Ook het wegennet en het spoorwegennet waren heel goed uitgebouwd, hetgeen de economische groei bevorderde, de levensstandaard van de bewoners verhoogde, moderne stadscentra deed ontstaan en voor veiligheid in het hele land zorgde. Vandaag is het echter noodzakelijk de betrekkelijkheid van die vooruitgang te onderstrepen.

Zo kregen de Congolezen maar beperkt toegang tot het onderwijs: pas vanaf 1947 mochten ze algemeen secundair onderwijs volgen, en pas vanaf 1952 stond de universiteit voor hen open. Dat was dus een forse belemmering voor de ontvoogding van de Congolezen. De uitbouw van het verkeerswegennet vond dan weer uitsluitend plaats in de regio's met hoog economisch potentieel, waarbij het merendeel van de bevolking werd veronachtzaamd.

Het gezondheidszorgbeleid beperkte aanmerkelijk de bewegingsvrijheid van de bevolkingsgroepen en leidde tot de segmentering van rondtrekkende bevolkingsgroepen, wat aldus de etnische tegenstellingen versterkte. Bovenal kwamen de effecten van de welvaart van Congo de bewoners niet gelijklijk ten goede, ongeacht hun herkomst en huidskleur. Belgisch-Congo was een meedogenloos segregatieregime waarbij de minderwaardigheid van de Afrikanen was geïnstitutionaliseerd en het racisme door de Belgische Staat werd bekrachtigd. Dat radicale segregatieregime vertoonde veel gelijkenissen met het apartheidsbewind in Zuid-Afrika, meer bepaald met de door de apartheid voorgestane geografische, economische en juridische scheiding tussen Europeanen en Afrikanen.

¹ De volgende bladzijden zijn hoofdzakelijk gebaseerd op de volgende werken: Van Reybrouck (David), *Congo. Een geschiedenis*, De Bezige Bij, Amsterdam, 2010; Ndaywel E Nziem (Isidore), *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, De Boeck & Larcier, Parijs-Brussel, 1998; Vanthemsche (Guy), *België en Congo: merktekens van een kolonie (van de jaren 1880 tot de jaren 1980)*, Tielt, Lannoo, 2007; Brausch (Georges), *Belgian Administration in the Congo*, Londen, 1961.

Par ailleurs, la récupération du Congo de Léopold II (souverain de deux États mutuellement indépendants en principe) par l'État belge en 1908 institua déjà en soi une responsabilité et une dette de la Belgique envers les agissements qui précédèrent son administration directe. La Belgique bénéficia en effet directement et indirectement des retombées économiques de sa nouvelle colonie uniquement parce que Léopold II était parvenu à la rendre rentable au bout d'un long processus d'investissements et en raison du régime impitoyable qu'il y provoqua, consciemment ou non, en imposant à son administration coloniale un système de rentabilité radical. En acceptant de reprendre le Congo comme colonie, la Belgique prit la responsabilité d'en accepter l'ensemble de son héritage. Il convient donc de se pencher en premier lieu sur la période antérieure à 1908, celle où Léopold II était un monarque constitutionnel aux pouvoirs limités en Belgique mais régnait en souverain absolu sur le Congo.

4.2. *Le Congo sous Léopold II*

Avant toutes choses, il est nécessaire de considérer le processus même d'appropriation progressive du territoire du futur Congo. Celui-ci fut entaché de ce qui était qualifié à l'époque d'"irrégularités", terme pudique désignant une série de massacres. Au-delà de l'hypocrisie du procédé d'appropriation des terres (qui consistait à spolier les Africains de leurs terres ancestrales au moyen de contrats juridiques n'ayant aucune forme de pertinence anthropologique dans le contexte local), les "pionniers" Belges et Européens au Congo se livrèrent ni plus ni moins à une série d'"expéditions punitives" à l'encontre des populations récalcitrantes, entraînant des milliers de morts.

Certes, la soumission des communautés locales à l'EIC ou aux organisations qui le précédèrent se déroula souvent de façon pacifique, parfois dans un intérêt mutuel mais aussi souvent dans l'incompréhension de documents de cession des terres. Les guerres africaines et la violence préexistaient à l'arrivée des Belges et ces massacres d'Africains par les Belges et autres Européens ne furent pas l'apanage du procédé de conquête du Congo léopoldien.

Il n'en reste pas moins que des massacres de populations eurent lieu d'emblée au nom de la "marche de la civilisation" au Congo, et qu'il s'agissait là d'exactions pures et simples, y compris au regard des standards de l'époque. Le colonialisme se définissait comme une œuvre pacifique de charité et de civilisation avec

Doordat de Belgische Staat in 1908 Congo verkreeg van Leopold II (die vorst was van twee in beginsel van elkaar onafhankelijke Staten), werd België overigens op zich al verantwoordelijk voor, en schatplichtig aan de handelingen die aan het rechtstreekse staatsbestuur voorafgingen. Ons land deed immers direct en indirect zijn voordeel met de economische effecten van zijn nieuwe kolonie, alleen maar omdat Leopold II erin was geslaagd Congo rendabel te maken na een langdurig investeringsproces en ingevolge het hardvochtige bewind dat hij er al dan niet bewust uitlokte, met name door aan zijn koloniale bestuur een radicale rendabiliteitsregeling op te leggen. Doordat België ermee instemde Congo als kolonie over te nemen, nam ons land de verantwoordelijkheid op zich de hele nalatenschap ervan te aanvaarden. In eerste instantie moet dus de periode vóór 1908 worden onderzocht, het tijdvak waarin Leopold II in België weliswaar een constitutioneel monarch met beperkte bevoegdheden was, maar als absolute vorst over Congo heerste.

4.2. *Congo onder Leopold II*

Bovenal is het noodzakelijk na te gaan hoe het eigenlijke, geleidelijke toe-eigeningsproces van het grondgebied van het latere Congo is verlopen. Dat proces werd ontsierd door wat toentertijd als "onregelmatigheden" werd bestempeld, een terughoudende term waarmee naar een reeks slachtpartijen werd verwezen. Zulks beperkte zich niet tot het hypocriete landtoe-eigeningsproces, dat erin bestond de Afrikanen van hun voorouderlijke gronden te verdrijven aan de hand van juridische overeenkomsten die in de lokale context niet de minste antropologische relevantie hadden. De Belgische en Europese "pioniers" gaven zich noch min noch meer over aan een reeks "strafexpedities" tegen weerspannige bevolkingsgroepen, met duizenden doden tot gevolg.

Het klopt dat de onderwerping van de lokale gemeenschappen aan Kongo-Vrijstaat of aan de eraan voorafgaande organisaties vaak vreedzaam is verlopen. Dat gebeurde weliswaar soms uit wederzijds belang maar al even vaak ook zonder inzicht in de grondoverdrachtsdocumenten. Vóór de komst van de Belgen woedden er oorlogen en geweld in Afrika, en die slachtingen onder Afrikanen door de Belgen en andere Europeanen zijn zeker niet eigen aan de wijze waarop het Congo van Leopold II werd veroverd.

Niettemin vonden al snel slachtpartijen onder de bevolking plaats, in naam van de "voortgang van de beschaving" in Congo, en ging het om regelrechte knevelarij, óók volgens de toenmalige standaarden. Het kolonialisme werd omschreven als een vreedzaam werk van barmhartigheid en beschaving, waarmee

laquelle la violence ne cadrait pas le moins du monde. L'acquisition du Congo repose donc sur un péché originel qui ne peut être évacué d'un simple revers de main, et qui pèse au contraire lourdement sur l'ensemble de l'aventure coloniale, qu'elle fut léopoldienne ou belge.

Le système colonial tel qu'il fut conçu par Léopold II donna lieu à un régime particulièrement brutal. Les impératifs étaient d'emblée dictés par un libre-échange radical que le souverain s'était engagé à mettre en place, en sus de la garantie de sa neutralité, en échange de l'obtention de la plus grande colonie d'Afrique subsaharienne. Aussi riche fut-il, Léopold II ne disposait que de moyens précaires pour bâtir sur fonds propres ce gigantesque pays. Cela n'était pas, du reste, son objectif. Plutôt que de mettre en place un appareil d'État bureaucratique pour administrer le territoire (à l'instar des autres Puissances coloniales européennes), le souverain belge mit en place les conditions minimales pour permettre au libre-échange de prospérer. Son État souffrait d'un désavantage compétitif sur son propre sol à l'égard de ses concurrents européens, ceux-ci exploitant librement le territoire aux frais de Léopold II. Les coûts de l'EIC devaient par conséquent être les plus faibles possibles, les bénéfices les plus élevés.

Une fois le Congo en sa possession, Léopold II allait progressivement contourner ses grands engagements internationaux ainsi que nationaux. Premièrement, devant l'impasse économique de son projet, il trahit progressivement sa promesse de libre-échange jusqu'à proclamer unilatéralement l'annexion des terres dites "non-habitées" à son profit exclusif. Deuxièmement, il renonça à son engagement à ne pas demander de soutien financier de l'État belge. La Belgique, à plusieurs reprises, consentit ainsi à renflouer les caisses de son souverain en plus des facilités notamment militaires mises à sa disposition, et de ce fait soutint directement son entreprise coloniale. Contrairement à ce qui est affirmé dans certains discours officiels évoqués précédemment, la Belgique porte bel et bien une part directe de responsabilité dans la gestion coloniale du Congo par Léopold II. Troisièmement, la promesse du roi des Belges de mettre fin à l'esclavagisme connut également une volonté à géométrie variable.

La Force Publique, armée et force de police de l'EIC, fut par exemple constituée en partie d'esclaves achetés aux marchands arabo-swahilis. Ceux-ci se voyaient offrir une liberté conditionnée à quatre années de service. Certaines recrues étaient simplement enrôlées de

het geweld volstrekt niet spoorde. De verwerving van Congo berust dus op een "erfzonde" die niet zomaar kan worden weggewuifd, maar legt integendeel een zware hypotheek legt op het hele koloniale avontuur, ongeacht of het daarbij gaat om de periode onder Leopold II dan wel die onder het Belgisch staatsbestuur.

Het koloniale bestel zoals het door Leopold II werd uitgewerkt, leidde tot een bijzonder wreedaardig regime. De vereisten werden onverwijld ingegeven door een tomeloze vrijhandel; de vorst had zich immers tot de instelling daarvan verbonden en bovendien zijn neutraliteit gegarandeerd, als tegenprestatie voor de verkrijging van de grootste kolonie in Sub-Saharisch Afrika. Hoe rijk Leopold II ook was, toch beschikte hij over slechts karige middelen om dat gigantische land met eigen geld op te bouwen. Overigens was dat ook niet zijn bedoeling. In plaats van een bureaucratisch staatsapparaat uit te bouwen om het grondgebied te besturen (naar het voorbeeld van de andere Europese koloniale mogendheden), voorzag de Belgische vorst in een minimale organisatie van Congo, zodat de vrijhandel er kon bloeien. Zijn Staat ondervond op zijn eigen grondgebied een mededingingsnadeel ten opzichte van zijn Europese concurrenten, aangezien die het grondgebied vrijelijk exploiteerden op kosten van Leopold II. De kosten van Kongo-Vrijstaat moesten dan ook zo laag mogelijk liggen, en de opbrengsten zo hoog mogelijk.

Zodra Leopold II Congo in zijn bezit had, begon hij zijn belangrijke internationale en nationale verbintenissen geleidelijk te ontlopen. Toen hij met de economische impasse van zijn project te kampen kreeg, brak hij geleidelijk zijn belofte om in vrijhandel te voorzien; uiteindelijk ging hij zelfs zover de annexatie van de zogenaamd "onbewoonde" gronden voor exclusief persoonlijk gewin af te kondigen. Ten tweede verzaakte hij aan zijn verbintenis de Belgische Staat niet om financiële steun te verzoeken. Aldus stemde België er meermaals mee in de lege kas van de vorst met vers geld te spijzen, bovenop de met name militaire faciliteiten die hem ter beschikking werden gesteld. Aldus ondersteunde ons land rechtstreeks de koloniale onderneming van de koning. In tegenstelling tot wat in sommige, eerder aangehaalde officiële verklaringen wordt gesteld, draagt België wel degelijk rechtstreeks een gedeeltelijke verantwoordelijkheid voor het koloniale beheer van Congo door Leopold II. Ten derde bleek ook de belofte van de Koning der Belgen om een einde te maken aan de slavernij, heel relatief.

De Openbare Weermacht (het leger- en politiekorps van Kongo-Vrijstaat) bestond immers gedeeltelijk uit slaven die waren gekocht van Arabo-Swahili-handelaren. Zij kregen de vrijheid op voorwaarde dat ze vier jaar dienst volbrachten. Sommige rekruten werden

force, alors que d'autres étaient des jeunes Congolais kidnappés lors de raids contre des villages rebelles, confiés aux missionnaires et soumis à une éducation militaire proche de l'esclavage. Cependant, l'esclavage en tant que tel fut essentiellement remplacé par une forme d'asservissement plus subtile des populations congolaises qui trouva son paroxysme avec la politique dite "du caoutchouc".

La collecte de l'impôt constituait un problème notable dans une économie largement non monétarisée. La solution apportée fut son remplacement par la collecte du caoutchouc. Cette matière première s'avérait abondante au Congo, alors que la demande internationale explosa littéralement à la suite de l'invention du pneumatique et de la production industrielle d'automobiles et de bicyclettes.

Cet impôt particulier aboutit à la mise en place d'un régime de travail forcé à grande échelle, touchant l'ensemble d'une population congolaise à la merci des quotas imposés par les colons.

Que ce soit dans le Domaine de la Couronne ou dans les régions où les sociétés concessionnaires exerçaient leurs activités, des soldats de la Force publique ou des sentinelles privées (dans les deux cas des Africains peu formés sur le plan militaire et peu disciplinés, armés d'un fusil et isolés de leur contrôle hiérarchique) se chargeaient de veiller à ce que le quota de l'impôt soit atteint. Ils étaient payés ou punis en fonction de la quantité de caoutchouc récupérée.

Une telle situation devait nécessairement entraîner de graves abus. Les subalternes firent tout pour maximiser leurs récoltes, ce qui se traduisit dans la pratique par un régime de terreur impitoyable à l'encontre de la population. Comme le soulignent bon nombre de témoignages, la vie d'un être humain dans certaines régions ne représentait pas grand-chose. Les meurtres gratuits, les massacres, les scènes de torture, les mutilations, les viols et autres violences sexuelles furent légion. Par exemple:

*Les deux sentinelles, Bokombula et Bkusula, ont arrêté mon grand-père Iselunyako, parce qu'il y avait un manquant dans son panier de caoutchouc. On l'a mis dans une fosse creusée en terre, on l'a piétiné, il est mort des suites de ces mauvais traitements. Quand on l'a montré au Blanc, ce dernier s'est contenté de dire: "C'est bien. Il a fini son caoutchouc, il avait fait son temps"*².

² Van Reybrouck, *op. cit.*, p. 110.

eenvoudigweg onder dwang aangeworven; anderen waren jonge Congolezen die werden gekidnapt bij raids op rebellendorpen, aan de missionarissen werden toevertrouwd en werden onderworpen aan militaire opvoeding die veel weg had van slavernij. De slavernij als dusdanig werd echter in essentie vervangen door een subtielere onderwerpingsvorm van de Congolese bevolkingsgroepen, die haar toppunt bereikte met het zogenaamde "rubberbeleid".

De belastinginning was een groot probleem in een grotendeels niet-gemonetariseerde economie. Bij wijze van oplossing daarvoor werd ze vervangen door de rubberinzameling. Die grondstof kwam overvloedig voor in Congo, in een periode waarin de internationale vraag letterlijk explodeerde ingevolge de uitvinding van de rubberband alsook de industriële productie van automobielen en fietsen.

Die bijzondere belasting leidde tot de instelling van een grootschalig dwangarbeidregime; de hele Congolese bevolking, die aan de door de kolonisten opgelegde quota was overgeleverd, werd erdoor getroffen.

Zowel in het Kroondomein als in de gebieden waar de concessievennootschappen hun activiteiten uitoefenden, hadden soldaten van de Openbare Weermacht of privébewakers (in de beide gevallen militair laaggeschoolde en weinig gedisciplineerde Afrikanen die met een geweer waren gewapend en niet in contact stonden met hun hiërarchische chefs), tot taak erop toe te zien dat het belastingquotum werd gehaald. Zij werden betaald of gestraft naargelang de hoeveelheid gewonnen rubber.

Een dergelijke situatie leidde onvermijdelijk tot ernstig misbruik. De ondergeschikten stelden alles in het werk om hun opbrengst te maximaliseren, wat in de praktijk tot uiting kwam in een ongenadig terreurbewind ten aanzien van de bevolking. Zoals in tal van getuigenissen wordt aangegeven, stelde een mensenleven in sommige streken niet veel voor. Lukrake moorden, slachtpartijen, martelingen, verminkingen alsook verkrachtingen en andere seksuele geweldplegingen waren legio. Als voorbeeld daarvan gelden de volgende citaten:

*"Twee sentry's, Bokombula en Bokusula, arresteerden mijn grootvader Iselunyako, omdat zijn mand rubber niet vol was. Ze stopten hem in een put en vertrappelden hem. Daaraan is hij gestorven. Toen we hem aan de blanke lieten zien, zei hij: "Goed zo. Hij was klaar met rubber en was dus klaar met leven.""*².

² Van Reybrouck, *op. cit.*, blz. 110.

Ou bien encore:

Mon père a été tué dans les circonstances suivantes: on l'a attaché à un arbre, on l'a tué à coups de fusil, puis on l'a détaché et les sentries [sentiennelles] l'ont donné à leurs boys qui l'ont mangé. Ma mère et moi avons été faites prisonnières. Les sentries ont coupé les deux mains de ma mère, alors qu'elle était en vie et deux jours après ils lui ont coupé la tête. Il n'y avait pas d'hommes blancs quand ces atrocités se sont commises³.

En l'absence de contrôle hiérarchique direct et pour éviter le gaspillage, l'habitude fut prise en divers endroits de couper la main droite des victimes comme "pièces justificatives" de l'utilisation des balles à des fins "utiles". Ce système poussa certains soldats ou sentinelles à trancher des mains sur des personnes vivantes.

Le scandale des "mains coupées" qui éclata plus tard en Europe exagéra cependant cette pratique et détourna l'attention du véritable problème: la plus grande honte du Congo de Léopold II n'était pas tant que l'on coupait des mains, mais bien que l'on y tuait avec autant de légèreté. La mutilation n'en était qu'un effet secondaire. Il n'empêche que dans certains cas, les atrocités ne connaissaient aucunes limites.

La violence qui avait cours aux échelons subalternes entre Africains s'inscrivait dans un système de violence et d'abus de pouvoir promu à bien des égards par le régime lui-même. Nombre de fonctionnaires belges étaient directement coupables d'actes de brutalité, abusant de la chicotte, utilisant des fouets non-réglementaires et lynchant même certains récolteurs de caoutchouc à mort. L'existence au sein de l'administration de certains fonctionnaires racistes et sadiques était certes problématique. Néanmoins, le véritable problème du Congo léopoldien était avant tout la quasi-totale liberté dont ceux-ci jouissaient avec un droit de vie et de mort sur les populations congolaises. Le grand isolement des fonctionnaires et les faibles moyens dont ils disposaient pour maintenir l'ordre dans des contrées semi-pacifiées pouvaient en soi pousser les fonctionnaires les plus pacifiques à toutes formes d'abus. Certains se livrèrent à de véritables actes de barbarie. Un officier de la Force publique comme René De Permentier se divertissait en pratiquant une forme de "chasse à l'homme", en tirant sur les passants depuis sa véranda ou en passant sa colère en massacrant un domestique. Le commissaire de district Léon Fiévez mena des expéditions punitives à tour de bras, massacrant littéralement des milliers

³ *Ibidem*, p. 111.

*"Mijn vader werd als volgt vermoord: ze bonden hem aan een boom en schoten hem dood en toen de sentry's hem losmaakten, gaven ze hem aan hun boys die hem hebben opgegeten. Mijn moeder en ik werden gevangengenomen. De sentry's hakten mijn moeders beide handen af terwijl ze nog leefde. Twee dagen later hakten ze haar hoofd af. Er was geen blanke bij."*³

Bij gebrek aan directe hiërarchische controle en om verspilling te voorkomen, werd op diverse plaatsen de gewoonte opgevat de rechterhand van de slachtoffers af te hakken, als "bewijs" dat de kogels "zinvol" werden gebruikt. Dit systeem zette sommige soldaten of schildwachten ertoe aan de handen van levende personen af te hakken.

Toen het schandaal van de "afgehakte handen" later in Europa losbarstte, werd deze praktijk sterk uitvergroot, waardoor de aandacht van het echte probleem werd afgeleid: niet het feit dat handen werden afgehakt maar wel dat daar mensen met zoveel luchthartigheid om het leven werden gebracht, was de grootste schande van het Congo van Leopold II. Verminking was slechts een neveneffect. Dat neemt niet weg dat de wreedheden in sommige gevallen grenzeloos waren.

Het geweld binnen de lagere rangen tussen Afrikanen onderling was ingebed in een systeem van geweld en machtsmisbruik, dat in velerlei opzichten door het regime zelf werd aangemoedigd. Heel wat Belgische ambtenaren maakten zich rechtstreeks schuldig aan gewelddaden, grepen te pas en te onpas naar de *chicotte* (een pees van nijlpaardenleer), gebruikten niet-reglementaire zweepen en folterden zelfs een aantal rubbertappers tot de dood erop volgde. Dat het ambtenarenkorps een aantal racistische en sadistische medewerkers telde, was onmiskenbaar een probleem. Het hoofdprobleem van het Congo van Leopold II was evenwel de nagenoeg ongebreidelde vrijheid waarmee die "mensen" beslisten over leven en dood van de Congolese bevolking. De ambtenaren leefden er sterk geïsoleerd en beschikten ternauwernood over middelen om de orde in semivreedzame gebieden te handhaven; die situatie op zich volstond om de meest vredelievende ambtenaren tot alle mogelijke vormen van misbruik te drijven. Sommigen begingen echt barbaarse daden. Een officier van de *Force publique*, René De Permentier, vermaakte zich met een soort van "mensenjacht" en schoot vanaf zijn veranda op voorbijgangers; ook koelde hij zijn woede op huispersoneel (dat dit niet overleefde).

³ *Ibidem*, blz. 111.

de Congolais et incendiant des centaines des villages à lui seul. Si la hiérarchie coloniale condamna verbalement les inconduites, aucun contrôle ne fut renforcé. L'indignation du roi Léopold II face aux agissements ne l'empêcha pas de renommer à leur poste des criminels notoires comme Fiévez.

Comme le note David Van Reybrouck: "Ni lui [Léopold II], ni ses conseillers, ni encore le sommet de son administration à Boma ne voulaient comprendre que ces horreurs étaient inhérentes au système qu'ils appliquaient. Pourtant, comme la maximisation du gain était l'alpha et l'oméga de toute l'entreprise, les gens à tous les échelons sentaient s'exercer sur eux des pressions pour collecter plus d'impôts, récolter plus de caoutchouc et exploiter davantage⁴.

La démonstration des abus du régime léopoldien au Congo n'est certes plus à faire et la liste des crimes commis serait trop longue à faire ici. Certains épisodes fameux tels que la campagne arabe ou les diverses révoltes durement réprimées (notamment celles des Batetela) ne sont donc pas abordés dans ces lignes. Les quelques exemples donnés ici visent simplement à rappeler certains faits emblématiques ainsi que le cynisme avec lequel ils furent gérés, en particulier par le souverain belge mais également par ses ministres et avec le soutien et l'appui de l'État Belge.

Le projet moribond que fut le Congo durant une longue période se transforma en miracle économique au tournant du vingtième siècle. Les millions que Léopold II amassa enfin ne furent cependant jamais investis afin de développer le Congo. Léopold II se contenta au contraire d'utiliser l'EIC dans le but de grandir le prestige et d'assoir la stabilité interne de la jeune Belgique. Il entreprit les grands chantiers d'embellissement de la métropole pour lesquels il reste connu en Belgique, tels que l'érection du complexe du Cinquantenaire et du nouveau Palais royal à Bruxelles, celle du musée colonial dans son écrin de Tervuren ou des galeries vénitiennes à Ostende.

Pendant ce temps, la raréfaction du caoutchouc au Congo rendit son exploitation de plus en plus ardue. Les champs dans certaines régions tombèrent largement en friche ou bien étaient réduits aux plantes les plus élémentaires. Le commerce local s'interrompit, les métiers artisanaux ancestraux se perdirent. Dans

⁴ Van Reybrouck, op. cit., p. 114.

Districtscommissaris Léon Fiévez ging zich te buiten aan bloedige strafexpedities; in zijn eentje doodde hij letterlijk duizenden Congolezen en stak hij honderden dorpen in brand. Hoewel de koloniale overheid het wangedrag verbaal veroordeelde, werd het toezicht niet opgevoerd. De verontwaardiging van Koning Leopold II over dergelijke kuiperijen weerhield hem er niet van beruchte criminelen zoals Fiévez te herbenoemen.

David Van Reybrouck geeft in zijn boek het volgende aan: "*Noch hij [Leopold II], noch zijn raadgevers, noch de top van zijn administratie in Boma wilden beseffen dat de gruwelen inherent waren aan het systeem dat ze hanteerden. En toch: omdat winstmaximalisatie het alfa en omega was van de hele onderneming, stonden mensen op alle echelons onder druk om meer belastingen te innen, meer rubber op te halen, meer te exploiteren*"⁴.

Dat het Leopoldiaanse regime zich in Congo aan misbruik heeft bezondigd, behoeft beslist geen betoog, en de lijst van de aldaar gepleegde misdrijven is te lang om hier op te nemen. Daarom wordt in dit verband niet ingegaan op bepaalde beruchte tijdperken zoals de Arabische campagne of op de diverse opstanden die hard werden neergeslagen (onder meer de revoltes van de Batetela). De paar voorbeelden die hier worden gegeven, beogen louter te herinneren aan bepaalde symbolische feiten, alsook aan het cynisme dat dien-aangaande aan de dag werd gelegd, in het bijzonder door de Belgische vorst, maar ook door zijn ministers en met de steun van de Belgische Staat.

Het wegdeemsterende land dat Congo lange tijd was, groeide bij de wisseling van de negentiende naar de twintigste eeuw uit tot een economisch wonder. De miljoenen die Leopold II uiteindelijk vergaarde, werden echter nooit geïnvesteerd in de ontwikkeling van Congo, integendeel; Leopold II gebruikte de Vrijstaat Congo liever om de interne stabiliteit van het jonge België te bestendigen en het prestige ervan uit te bouwen. Hij gaf de opdracht voor de grote verfraaiingswerken van onze hoofdstad waarvoor hij te lande nog steeds vermaard is, zoals de bouw van het Jubelparkcomplex en van het nieuwe koninklijk paleis te Brussel, het Koloniaal Museum in het park van Tervuren en de Venetiaanse Gaanderijen in Oostende.

In die periode werd rubber in Congo almaar schaarser, waardoor de exploitatie steeds moeizamer verliep. In bepaalde gebieden kwamen veel velden grotendeels braak te liggen of bleven alleen de meest elementaire gewassen over. De lokale handel stokte en de voorvaderlijke ambachten gingen verloren. In bepaalde

⁴ *Ibidem*, blz. 108.

certaines régions, les Congolais devinrent de fait de véritables serfs de l'État. La population amorphe, affaiblie et sous-alimentée devint plus vulnérable aux maladies. La maladie du sommeil fit un impressionnant carnage, atteignant les proportions d'une véritable pandémie alors même qu'elle existait depuis longtemps sur le territoire. Il n'existe aucun chiffre fiable, mais des suites de maladies ou des brutalités directes du régime, la population du Congo de l'époque fut vraisemblablement réduite de l'ordre de sa moitié. Il n'est en tous cas pas contesté que les victimes se comptèrent en millions.

Il s'agissait là d'une véritable hécatombe, d'un massacre perpétré à une échelle incroyable, qui n'était certes pas intentionnel, mais qui aurait pu être interprété bien plus rapidement comme étant un "dommage collatéral" d'une politique d'exploitation abusive. Certes Léopold II réagit en faisant appel à la prestigieuse *Liverpool School of Tropical Medicine*, mais il ne changea pas son mode de gestion et fit encore moins son *mea culpa*.

Seule la publication en 1904 du rapport d'un diplomate britannique, Roger Casement, contraint Léopold II à autoriser une commission d'enquête internationale et indépendante à investiguer sur les pratiques en cours dans l'État Indépendant du Congo. Le rapport de cette commission établit notamment que:

*(...) l'emprisonnement de femmes-otages, l'assujettissement des chefs à des travaux serviles, les humiliations qui leur étaient infligées, la chicotte donnée aux récolteurs, les brutalités des Noirs préposés à la surveillance des détenus*⁵

étaient le plus souvent la règle. En 1906, sous la pression internationale Léopold II fut contraint de renoncer à son territoire d'outre-mer et d'en accepter son transfert à la charge de la Belgique. Il remit le Congo deux années plus tard à l'État belge, après avoir brûlé les archives de son État privé.

4.3.i. Le Congo sous l'administration belge

Le changement d'administration coloniale fut marqué par une volonté de rompre avec les malversations de l'EIC. Cependant, cela ne se traduisit pas sur le terrain par un changement immédiat des pratiques. Une période de transition s'ouvrit au cours de laquelle bon

⁵ Janssens (Émile), "Rapport de la Commission d'enquête", dans *Bulletin officiel de l'État Indépendant du Congo*, 21(9-10), 1905, p. 197.

gebieden werden de Congolezen in de praktijk echte lijfeigenen van de Staat. De lusteloze, verzwakte en ondervoede bevolking werd vatbaarder voor ziektes. De slaapziekte richtte een indrukwekkende slachting aan en deinde uit tot een ware pandemie, hoewel het land al geruime tijd met de ziekte was geconfronteerd. Er bestaan geen betrouwbare cijfers terzake, maar het is aannemelijk dat de bevolking van het toenmalige Congo door ziektes of door de directe gewelddaden van het regime tot de helft werd gereduceerd. In elk geval wordt nergens betwist dat er miljoenen slachtoffers zijn gevallen.

Het was een waar bloedbad, een slachting op ongeloflijk grote schaal die weliswaar niet was gepland, maar die veel sneller had kunnen worden aangemerkt als *collateral damage* van een onrechtmatig uitbuitingsbeleid. In een reactie schakelde Leopold II weliswaar de prestigieuze *Liverpool School of Tropical Medicine* in, maar hij wijzigde zijn werkwijze niet en *mea culpa* slaan, was al helemaal een brug te ver.

Pas toen de Britse diplomaat Roger Casement in 1904 een rapport publiceerde, werd Leopold II gedwongen om een internationale en onafhankelijke onderzoekscommissie toestemming te geven een onderzoek in de stellen naar de aan de gang zijnde praktijken in de Vrijstaat Congo. In haar rapport stelde de commissie onder meer dat:

*(...) l'emprisonnement de femmes-otages, l'assujettissement des chefs à des travaux serviles, les humiliations qui leur étaient infligées, la chicotte donnée aux récolteurs, les brutalités des Noirs préposés à la surveillance des détenus*⁵

doorgaans de regel waren. In 1906 werd Leopold II er onder internationale druk toe genoopt zijn overzees grondgebied op te geven en te aanvaarden dat hij het moest overdragen aan België. Twee jaar later stond hij Congo af aan de Belgische Staat, nadat de archieven van zijn privéstaat werden verbrand.

4.3.i. Congo onder Belgisch bestuur

Het gewijzigde bestuur van de kolonie streefde ernaar te breken met de wanpraktijken van de Vrijstaat Congo. Op het terrein leidde dat streven echter niet tot een onverwijde ommekeer. Er ging een overgangperiode van start waarin heel wat misbruiken die gangbaar waren ten

⁵ Janssens (Emile), "Rapport de la Commission d'enquête", in *Bulletin officiel de l'État Indépendant du Congo*, 21 (9-10), 1905, blz. 197.

nombre des abus commis sous Léopold II continuèrent d'être perpétrés. Certaines pratiques ne furent d'ailleurs pas remises en question.

Avec la découverte des ressources minières exceptionnelles dont disposait le Congo, l'exploitation du sol de la colonie devint une priorité de la Belgique. Les régions stratégiques telles que le Katanga étant très peu peuplées, la Belgique réinstaura un régime de travail forcé. Des instances officielles étaient à l'œuvre ainsi que des entrepreneurs privés qui essayaient d'attirer le plus de jeunes possibles vers les mines. Pour ce faire, ils achetaient les chefs de village en leur donnant des produits de luxe européens et leur versaient une prime par ouvrier fourni. Ils achetaient les ouvriers pour les revendre et les emmenaient enchaînés les uns aux autres par le cou, recourant à la violence si nécessaire. Ces méthodes de recrutement esclavagistes perpétrées sous le régime belge n'étaient pas significativement différentes de celles employées par la Force publique de Léopold II en 1890 ni de la traite d'êtres humains des marchands d'esclaves afro-arabes de 1850.

Les recruteurs s'enfoncèrent de plus en plus loin dans les terres pour mobiliser des hommes jeunes et robustes, et des dizaines de villages furent même totalement évacués et rasés pour les besoins de l'exploitation industrielle. L'industrialisation et la prolétarisation du Congo se déroula à grande échelle sous l'administration belge. Or, cette prolétarisation du peuple congolais ne se fit pas naturellement comme en Europe, nourrie par des intérêts réciproques. Au contraire, les compagnies minières, encadrées par l'administration coloniale belge, firent du travail forcé la règle et non l'exception.

Les intérêts économiques et politiques étaient étroitement imbriqués, comme le démontre par exemple la fondation du Comité Spécial du Katanga (CSK), une société *sui generis* à capitaux publics et privés qui bénéficiait de privilèges particuliers. Elle obtint tous les droits miniers sur plus de la moitié du Katanga et fut en outre chargée de l'administration politique de la région. Le CSK, bien qu'il fut plus une entreprise qu'un organe d'administration publique, avait ses propres forces de police. C'était un État dans l'État. Cette situation ne prit pas fin avec la reprise du Congo par la Belgique. Les intérêts économiques et politiques restèrent aussi à ce moment-là étroitement imbriqués. Géant industriel absolue au Katanga, le CSK avait plus souvent son mot à dire sur le pouvoir colonial que le pouvoir colonial sur

tijde van het bewind van Leopold II, gewoon doorgingen. Bepaalde praktijken werden trouwens helemaal niet ter discussie gesteld.

Nadat werd ontdekt dat de Congolese bodem over uitzonderlijke grondstofvoorraden beschikt, ging de aandacht van ons land prioritair uit naar de bodemontginning. Aangezien de strategische gebieden zoals Katanga dun bevolkt waren, voerde België de dwangarbeid opnieuw in. Zowel officiële instanties als privéondernemers probeerden zoveel mogelijk jonge werkkrachten naar de mijnen te lokken. Daartoe kochten ze de dorpschouwen om door hen Europese luxeproducten, alsook een premie per "geleverde" arbeider te schenken. Ze kochten de arbeiders aan om ze door te verkopen, waarbij ze hen, zo nodig met geweld en nek aan nek geketend, meenamen. Deze door slavenhandelaars gebruikte wervingsmethodes die door het Belgische regime werden overgenomen, verschilden niet noemenswaardig van de werkwijzen die de *Force publique* van Leopold II ook al in 1890 hanteerde, noch van de mensenhandel waaraan de handelaars in Afrikaans-Arabische slaven zich rond 1850 schuldig hadden gemaakt.

De wervers trokken steeds dieper landinwaarts om jonge en sterke mannen op te trommelen; tientallen dorpen werden zelfs volledig geëvacueerd en kaalgeslagen ten behoeve van de industriële exploitatie. Onder het Belgische bewind namen zowel de industrialisering en de verpaupering van Congo een hoge vlucht. Die verpaupering van het Congolese volk verliep niet op "natuurlijke" wijze zoals in Europa, waar ze werd onderbouwd door wederzijdse belangen. In Congo daarentegen was dwangarbeid niet de uitzondering, maar wel de regel voor de mijnbouwbedrijven, met de ruggensteun van de Belgische koloniale administratie.

Dat de economische en de politieke belangen eng verweven waren, bewijst bijvoorbeeld de stichting *Comité Spécial du Katanga (CSK)*, een vennootschap *sui generis* met overheids- en privékapitaal die over bijzondere privileges beschikte. De vennootschap verwierf alle mijnrechten op meer dan de helft van Katanga en werd bovendien belast met de politieke bewindvoering over de regio. CSK, dat al bij al een onderneming veel eerder dan een overheidsbestuursorgaan was, beschikte nochtans over zijn eigen politiemacht. Het was een Staat binnen de Staat. Aan die toestand kwam geen einde toen Congo door België werd overgenomen; ook op dat moment bleven de economische en de politieke belangen nog steeds eng verweven. Als onaantastbare industriereus in Katanga had CSK doorgaans meer

l'entreprise, et l'État colonial était largement au service de l'entreprise pour le recrutement forcé des mineurs.

La première génération de mineurs congolais fut entassée dans des cités minières insalubres et devait faire face à des conditions de vie déplorables. Alors que les centres-villes étaient interdits aux Africains à partir d'une certaine heure, les Congolais se retrouvaient confinés dans des camps ouvriers dépourvus d'infrastructures, en particulier sanitaires. La grande promiscuité qui régnait dans ces camps, les conditions d'hygiène catastrophiques, ainsi que la sous-alimentation et la sous-hydratation des populations affaiblies par un labeur particulièrement pénible devaient nécessairement donner lieu aux épidémies qui décimèrent ces populations, notamment dans les camps de mineurs du Katanga, dans les mines d'or de Kilo-Moto dans la Province orientale ou dans celles de diamants dans le Kasai.

Le secteur agricole fut également transformé par la prolétarianisation à marche forcée et par l'intensification de l'exploitation à des fins industrielles métropolitaines. Un système de cultures obligatoires mis en place durant la Première Guerre mondiale fut maintenu et généralisé à l'ensemble du territoire une fois la guerre terminée. Les produits d'exportation tels que l'huile de palme, le café, le cacao et le tabac remplacèrent la production de subsistance locale. Ainsi, le Congo administré par la Belgique maintenait plus que jamais son caractère de colonie d'exploitation au service de l'économie métropolitaine tel que conçu par Léopold II.

Il n'y avait pas lieu pour l'économie congolaise de se développer pour elle-même. Un Congolais désirent rester agriculteur indépendant était contraint de cultiver certaines plantes et de les vendre à des entreprises privées pour l'exportation. L'administration coloniale accordait en outre des concessions très étendues aux compagnies privées (privant de fait les Congolais d'une libre exploitation des terres) à des conditions très favorables, telles qu'aux Huileries du Congo Belge (HCB) de William Lever, fondateur de l'actuelle multinationale Unilever. Les ouvriers agricoles du secteur de l'huile de palme devaient grimper de façon traditionnelle en haut des troncs sans mesure de sécurité particulière pour décrocher les régimes de noix, un exercice périlleux organisé à grande échelle et qui occasionna de nombreux accidents mortels.

Les travailleurs qui n'étaient pas enrôlés de force y étaient poussés en masse par l'impôt colonial. L'administration belge décida en effet d'intensifier

l'impact op de koloniale overheid dan omgekeerd, en de koloniale Staat stond grotendeels ten dienste van de onderneming wanneer het erom ging mijnwerkers gedwongen aan het werk te zetten.

De eerste generatie van Congolese mijnwerkers werd in onbewoonbare mijncities gestouwd en moest in erbarmelijke omstandigheden leven. Terwijl de binnensteden voor de Afrikanen verboden terrein waren na een welbepaald uur, werden de Congolezen opgesloten in arbeiderskampen zonder voorzieningen, in het bijzonder sanitaire voorzieningen. In die kampen leefden de bewoners op elkaars lip en de hygiënische omstandigheden waren er ronduit erbarmelijk. Er heerste ondervoeding en vele mensen leden aan subhydratatie. Bovendien waren ze zo uitgeput door het bijzonder zware werk, dat een en ander wel moest leiden tot epidemieën die de bevolking hebben gedecimeerd, meer bepaald in de mijnwerkerskampen van Katanga, in de goudmijnen van Kilo-Moto in de Oost-Provincie en in de diamantmijnen in Kasai.

Door de ongebreidelde verpaupering, alsook door de intensifiëring van de exploitatie voor de industriële doeleinden van het moederland, werd ook de landbouwsector noodgedwongen omgevormd. Tijdens de Eerste Wereldoorlog werd een verplicht teeltsysteem ingesteld, dat na de oorlog werd behouden én uitgebreid tot het volledige grondgebied. De producten om de plaatselijke bevolking te voeden, werden vervangen door exportproducten zoals palmolie, koffie, cacao en tabak. Aldus was het door België bestuurde Congo meer dan ooit een uitbuitingskolonie ten dienste van de economie van het moederland, zoals Leopold II dat voor ogen had gehad.

De Congolese economie kreeg de kans niet zichzelf tot ontwikkeling te brengen. Een Congolees die als onafhankelijk landbouwer aan de slag wilde blijven, werd ertoe verplicht welbepaalde planten te kweken en aan particuliere ondernemingen te verkopen met het oog op export. Bovendien verleende het koloniaal bestuur tegen bijzonder gunstige voorwaarden heel uitgebreide concessies aan de particuliere ondernemingen (waardoor de Congolezen *de facto* niet vrij hun gronden konden verbouwen); een van die ondernemingen was de *Huileries du Congo Belge* (HCB) van William Lever, de oprichter van de huidige multinational Unilever. De landarbeiders in de palmoliesector moesten zonder enige beveiliging in de bomen klimmen om de trossen palmnoten los te maken — een hachelijke onderneming die op grote schaal werd georganiseerd en veel arbeiders het leven heeft gekost.

Werden de arbeiders niet als dwangarbeider ingezet, dan werden ze massaal tot arbeid gedwongen via de koloniale belastingheffing. Het Belgisch bestuur

la collecte de l'impôt, allant jusque dans les villages les plus reculés en brousse. Entre 1926 et 1930, les recettes fiscales du Congo belge passèrent de 45 millions à 269 millions, sextuplant en l'espace de quatre années à peine. Cette politique d'assujettissement des Congolais par la force de l'impôt eut pour effet de chasser des milliers de personnes vers les mines, les plantations industrielles ou l'administration coloniale. L'initiative privée congolaise étant rendue impossible, seul le statut de salarié offrait une perspective. En 1930, les impôts directs représentaient pas moins de 39 % du budget colonial, tandis que l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises, qui avaient pourtant enregistré de gigantesques bénéfices les années précédentes, n'assurait que 4 % du budget. Un déséquilibre inévitable dans un régime où les populations avaient le devoir de payer l'impôt mais aucun droit politique.

Cette absence totale de droits politiques rendait les Congolais davantage comparables à des "sujets", voire à des "serfs" médiévaux, qu'à des citoyens d'une dictature moderne. L'État belge disposait des populations congolaises comme il disposait du territoire du Congo. La Belgique perpétua et renforça notamment un régime de ségrégation raciale des plus sévères, distinguant également des catégories humaines basées sur la couleur de la peau et imposant des droits différents selon la "race". Notamment, dès 1913 les nouvelles autorités belges imposèrent une séparation spatiale obligatoire entre les zones de résidence pour personnes "européennes" et "de couleur", tel le régime sud-africain de l'*apartheid*. Le contraste entre les centres respectifs, parfois éloignés de plusieurs kilomètres, se répercuta en termes de propagation des maladies. Une multitude de mesures ségrégationnistes furent sanctionnées par la loi belge, telles que l'application exclusive des châtiments corporels aux "indigènes d'Afrique", ou l'interdiction de servir des boissons alcoolisées aux mêmes "indigènes".

La discrimination politique était également sanctionnée par la loi: jusqu'en 1946, les syndicats furent interdits aux Africains alors que les journaux étaient systématiquement censurés. Avec l'arrivée du cinéma, une censure spéciale fut instaurée pour le public africain, provoquant une ségrégation de fait entre Européens et Africains dans les cinémas. Ainsi, la ségrégation "raciale" obligatoire engendra de multiples formes de discrimination additionnelles ne faisant pas l'objet de dispositions juridiques explicites mais néanmoins tout aussi prégnantes dans les mœurs. Les lieux de vie commune tels que les bars, les restaurants, les magasins

had immers besloten de belastingen op te drijven en de verschuldigde belastingen te gaan innen tot in de meest afgelegen dorpjes van de rimboe. Tussen 1926 en 1930 stegen de belastingontvangsten uit Belgisch-Congo van 45 miljoen tot 269 miljoen frank, een verzesvoudiging in amper vier jaar tijd. Dat beleid om de Congolezen via belastingen te onderwerpen, dreef duizenden mensen naar de mijnen, de industriële plantages en de koloniale administratie. Aangezien Congolees privé-initiatief in de kiem werd gesmoord, bood alleen de positie van werknemer enig perspectief. In 1930 vertegenwoordigden de directe belastingen liefst 39 % van de koloniale begroting, terwijl van de winsten van de grote ondernemingen, die de jaren voordien nochtans gigantisch waren, slechts 4 % via belastingen naar de begroting vloeide: een onvermijdelijke onbalans in een regime dat de bevolkingsgroepen wel verplichtte belastingen te betalen, maar hen geen enkel politiek recht gunde.

Door dit totale gebrek aan politieke rechten hadden de Congolezen meer weg van "subjecten" of zelfs middeleeuwse "lijfeigenen" dan van onderdanen van een moderne dictatuur. De Belgische Staat wikte en beschikte over de Congolese bevolkingsgroepen zoals hij over het Congolese grondgebied wikte en beschikte. België verankerde en versterkte zelfs een bijzonder strikte rassensegregatie, waarin bij wet een onderscheid tussen groepen mensen werd gemaakt op grond van de huidskleur, en verschillende rechten werden verleend naar gelang van het "ras". Vooral vanaf 1913 voerden de nieuwe Belgische autoriteiten een verplichte ruimtelijke scheiding in tussen de woongebieden voor "Europeanen" enerzijds en "kleurlingen" anderzijds, zoals in het Zuid-Afrikaanse apartheidregime. Het contrast tussen de respectieve centra, die soms kilometers ver uit elkaar lagen, kwam tot uiting in de mate waarin ziekten zich konden verspreiden. De Belgische wetgever voorzag in een hele rist segregatiemaatregelen, waaronder de uitsluitende toepassing van lijfstraffen op "Afrikaanse inlanders" en het verbod alcoholhoudende dranken te schenken aan diezelfde "inlanders".

Ook politieke discriminatie werd bij wet verankerd: tot 1946 was het de Afrikanen verboden vakbonden op te richten, terwijl de kranten stelselmatig werden gecensureerd. Met de komst van de bioscoop werd een speciale censuur ingevoerd voor het Afrikaanse publiek, waardoor ook in de bioscoopzaal de segregatie tussen Europeanen en Afrikanen een feit werd. De verplichte rassenscheiding zorgde nog op andere vlakken voor allerhande discriminatie, die dan wel niet uitdrukkelijk in de wet was opgenomen, maar waarvan de geesten niettemin sterk doordrongen waren. De plaatsen waar mensen samenkwamen, zoals bars, restaurants, winkels

ou les clubs de sports étaient rigoureusement séparés, bien qu'aucune loi ne l'exige.

Concernant l'enseignement, les enfants "européens" et "de couleur" se rendaient dans des écoles rigoureusement séparées jusqu'en 1948. Le taux d'enseignement primaire était certes l'un des plus élevés d'Afrique, cependant les étudiants congolais ne pouvaient ensuite accéder qu'à un enseignement secondaire professionnel ou au petit séminaire pour devenir prêtre. Le pourcentage de scolarité baissait en dessous des standards coloniaux pour cette tranche d'âge. Il fallut attendre 1947 pour voir les portes de l'enseignement secondaire général s'ouvrir aux étudiants congolais, bien après nombre de colonies africaines. Le premier étudiant congolais à se rendre à l'université dut attendre 1952, alors que la première université du Congo fut bâtie en 1954, excluant d'ailleurs les formations proprement "intellectuelles" telles que le droit, les sciences politiques et économiques, la philosophie et les lettres. Les performances de l'enseignement colonial belge visaient ainsi exclusivement la formation d'une main-d'œuvre compétente et en aucun cas celle de cadres. Cette particularité belge était particulièrement ancrée dans le totalitarisme d'entreprises telles que l'Union Minière du Haut-Katanga (ex-CSK), prenant totalement en charge ses ouvriers du berceau à la tombe.

L'invention de la "carte de mérite civil" en 1948 et de la "carte d'immatriculation" en 1952 offrant des avantages juridiques de type "européen" à de rares Africains témoigne de la réalité juridique de l'*apartheid* au Congo belge. Le principal avantage était que l'"évolué" ainsi dénommé pouvait envoyer ses enfants dans les écoles européennes, ce qui représentait une promotion sociale exceptionnelle et offrait la garantie d'un enseignement de qualité. Mais rares étaient ceux qui satisfaisaient aux exigences. À l'issue de longues années de négociations, un statut avait été obtenu dont presque personne ne pouvait bénéficier: en 1958, seuls 1557 "mérites civiques" et 217 "immatriculations" furent accordés sur une population de quatorze millions d'habitants. Cette sévère inégalité contrastait avec la solidarité dont firent preuve les Congolais au cours des deux conflits mondiaux à l'égard des Belges.

Les Congolais furent entraînés à deux reprises dans un conflit venu d'ailleurs et se battirent courageusement pour défendre les intérêts de la métropole belge.

Les éclatants succès belgo-congolais de 1914-1918 tels les victoires de Tabora et de Mahenge contre les Allemands en actuelle Tanzanie coûtèrent un lourd tribut à la population congolaise: 260 000 porteurs furent

en sportclubs, waren naar ras strikt van elkaar gescheiden, hoewel dat niet wettelijk verplicht was.

Tot 1948 gold ook in het onderwijs een strikte scheiding tussen de kinderen van "Europeanen" en die van "kleurlingen". Het aantal Congolese kinderen dat lager onderwijs volgde, behoorde weliswaar tot de hoogste in Afrika, maar na dat lager onderwijs wachtte alleen nog het middelbaar beroepsonderwijs of het seminarie om priester te worden. Het aantal schoolgaande kinderen daalde voor die leeftijdscategorie tot onder de koloniale normen. Pas in 1947, veel later dan in heel wat andere Afrikaanse kolonies, konden de Congolese leerlingen overstappen naar het algemeen secundair onderwijs. Op de eerste Congolese student die naar de universiteit kon gaan, was het wachten tot 1952, terwijl de eerste universiteit van Congo werd gebouwd in 1954; de zogeheten "intellectuele" opleidingen, zoals rechten, politieke en economische wetenschappen, wijsbegeerte en letteren, vielen overigens buiten het studieaanbod. De inspanningen van het Belgisch koloniaal onderwijs waren aldus uitsluitend gericht op de vorming van competente handarbeiders, dus hoegenaamd niet van kaderleden. Die typisch Belgische onderwijsstrategie kwam met name tot uiting in de totalitaire houding van bedrijven zoals de *Union Minière du Haut-Katanga* (voordien CSK), dat zijn arbeiders bij de hand nam van de wieg tot het graf.

De invoering van de *carte de mérite civil* in 1948 en van de *carte d'immatriculation* in 1952, waarbij aan een handvol Afrikanen min of meer dezelfde juridische voordelen als aan Europeanen werden verleend, toont aan dat de *apartheid* in Belgisch-Congo wel degelijk een juridische realiteit was. Voor de zogenoemde *évolués* bestond het voornaamste erin dat zij hun kinderen naar Europese scholen konden sturen, wat een uitzonderlijke sociale promotie was en de garantie op kwalitatief hoogstaand onderwijs bood. Slechts weinigen voldeden echter aan de vereisten. Na jaren van moeizame onderhandelingen werd een statuut ingevoerd waarop vrijwel niemand aanspraak kon maken: in 1958 werden slechts 1 557 "civiele verdiensten" en 217 "inschrijvingen" toegekend, op een bevolking van veertien miljoen inwoners. Die drieste ongelijkheid stond in schril contrast met de solidariteit waarvan de Congolezen jegens de Belgen blijk gaven tijdens de twee Wereldoorlogen.

De Congolezen werden tot tweemaal toe meegevoerd in een extern conflict en streden moedig om de belangen van het Belgische moederland te verdedigen.

De spraakmakende Belgisch-Congolese successen van 1914-1918, zoals de overwinningen tegen de Duitsers in Tabora en Mahenge in het huidige Tanzania, eisten van de Congolese bevolking een hoge tol: om

mobilisés pour acheminer le matériel militaire, dépeuplant totalement certaines tribus proches des frontières. Les pertes en vies humaines sont estimées à vingt-cinq mille porteurs et deux milles soldats. Quelques combattants congolais volontaires participèrent même aux combats en Europe sur le sol belge. En 1940-1945, l'armée belgo-congolaise remporta des succès non moins importants contre les Italiens en Abyssinie avec la victoire de Saïo et poursuivit les combats jusqu'en Égypte et même jusque Ceylan, en Inde et en Birmanie. Si les moyens humains mobilisés furent moins impressionnants au cours de cette épopée qu'en 1914-1918, le Congo paya en revanche le prix fort pour contribuer à l'effort de guerre allié. Les précieuses ressources du Congo, extraites ou cultivées à grands coups de travail forcé, eurent un impact décisif dans le cours de la guerre, notamment son uranium dans la confection de la bombe atomique. Les conditions de vie pénibles alors endurées par les Congolais ne furent pas sans conséquences. Chacune de ces deux guerres eut des répercussions irréversibles, notamment sur le désir d'émancipation vis-à-vis de la tutelle coloniale.

La Première Guerre mondiale constitua un premier choc sans précédent qui contribua à faire changer les mentalités de part et d'autres. D'un côté, les sacrifices endurés par les Congolais incitèrent les colons à un plus grand respect. De l'autre côté, la faiblesse des Européens était apparue au grand jour (la Belgique avait été occupée alors que le Congo était victorieux), et la "barbarie blanche" avait remis les choses en perspective: l'image sainte du "blanc" s'effrita. Ainsi, les années 1920 et 1930 furent marquées par un certain nombre d'épisodes de résistance, passive ou violente, témoignant d'une certaine soif de liberté.

L'un des mouvements les plus emblématiques fut le kimbanguisme, un mouvement religieux fondé par le prédicateur Simon Kimbangu en 1921. Mobilisateur de foules, ce prédicateur prônait la libération à terme de l'homme noir de façon pacifique. Il suscita un engouement populaire sans précédent, dont le mouvement continue aujourd'hui de représenter jusqu'à 10 % des croyants en République Démocratique du Congo. Kimbangu fut arrêté et condamné à mort par la justice belge pour sédition, 6 mois après le début de son prêche et alors même que son mouvement n'avait jamais commis de violence. Sa peine fut commuée en emprisonnement à perpétuité et il mourut en prison lors de sa trentième année de peine, en 1951. En dépit des persécutions du régime, de nombreux mouvements messianiques, plus ou moins pacifiques ou violents et plus ou moins ouvertement anticolonial, surgirent en

het militair materieel te verhuizen werden 260 000 dragers gemobiliseerd, waardoor sommige stammen in het grensgebied volledig leegliepen. Het verlies aan mensenlevens wordt geschat op 25 000 dragers en 2 000 soldaten. Enkele Congolese strijders vochten zelfs als vrijwilliger mee op het Europese strijdtoneel in België. In 1940-1945 boekte het Belgisch-Congolese leger al even belangrijke successen tegen de Italianen in Ethiopië, met de overwinning van Saïo, en ging het de strijd aan in Egypte, ja zelfs in Ceylon, India en Birma. Hoewel tijdens die heldentocht minder menselijke middelen werden gemobiliseerd dan tijdens de periode "14-" 8, betaalde Congo een zeer hoge prijs voor zijn bijdrage aan het oorlogsoffensief van de geallieerden. De kostbare natuurlijke hulpbronnen van Congo, die met zware dwangarbeid werden ontgonnen of gewonnen, hadden een beslissende impact op het verloop van de oorlog; vooral het winnen van uranium was van groot belang voor het maken van de atoombom. De penibele levensomstandigheden die daar voor de Congolezen mee gepaard gingen, hadden onvermijdelijk gevolgen. Elk van beide oorlogen had een onomkeerbaar effect, meer bepaald de drang naar emancipatie ten aanzien van de koloniale voogdij.

De Eerste Wereldoorlog was een eerste schok zonder weerga die aan beide zijden een mentaliteitsverandering teweegbracht. De opofferingen die de Congolezen zich hadden moeten getroosten, spoorden de koloniale aan tot méér respect. Daarnaast was de zwakte van de Europeanen bloot komen te liggen (België werd bezet gebied, terwijl Congo aan de winnende hand was). Bovendien had de "blanke barbarij" de zaken in perspectief geplaatst: het heilige imago van de "blanke" lag aan diggelen. Zodoende werden de jaren 1920-1930 gekenmerkt door opflakkingen van nu eens passief en dan weer gewelddadig verzet, die echter allemaal uitingen waren van een zekere hang naar vrijheid.

Een van de meest symbolische bewegingen was het "kimbanguïsme", een religieuze beweging die in 1921 werd gesticht door predikant Simon Kimbangu. Deze predikant, die mensenmassa's op de been bracht, verkondigde dat de zwarte man zich op termijn vreedzaam zou bevrijden. Hij veroorzaakte een ongezien enthousiasme bij het volk; zelfs vandaag nog rekent 10 % van de gelovigen in de Democratische Republiek Congo zich tot zijn beweging. Zes maanden na zijn preek werd Kimbangu gearresteerd en door het Belgische gerecht ter dood veroordeeld wegens oproer, terwijl zijn beweging nooit geweld had gebruikt. Zijn straf werd omgezet in levenslange opsluiting; in het dertigste jaar van zijn straf stierf hij in 1951 in de gevangenis. Ondanks de vervolgingen door het regime ontstonden in die periode her en der op het grondgebied tal van Messiaanse bewegingen, de ene al vreedzamer, gewelddadiger of

divers endroits du territoire au cours de cette période. La déportation interne d'adeptes fut une méthode pratiquée à grande échelle par les autorités belges.

Ainsi, pendant toute la colonisation, quelque 14 000 personnes furent déportées d'un bout à l'autre du pays, la plupart pour des raisons politico-religieuses. Ces déportations se faisaient dans des conditions très pénibles, les passagers étant entassés dans des trains de marchandises pour un long voyage auquel une partie d'entre eux ne survivait pas. Ils étaient ensuite enfermés dans des camps de travail dans lesquels le taux de mortalité atteignait 20 %. Une politique qui n'est pas sans rappeler des pages sombres de l'histoire européenne.

La confrontation fut parfois directe via des mouvements de contestation sociale. De graves troubles se produisirent, tels la révolte des Pendes en 1931. Les Pendes étaient un groupe ethnique qui travaillait pour une bonne part dans les Huileries du Congo Belge (HCB) d'Unilever et qui devaient grimper le long des troncs pour décrocher les régimes de noix au prix d'un certain péril. Suite à la grande dépression économique mondiale, leurs salaires furent drastiquement réduits alors même que l'État augmentait les impôts. Les travailleurs en étaient réduits à un état d'esclavage, subissant les coups de fouets et autres formes de violence. Lors de la collecte de l'impôt, un fonctionnaire belge fut massacré et dépecé par les Pendes. En réponse, les autorités envoyèrent une expédition punitive semblable à celles menées au temps des pires années de l'État Indépendant du Congo. De violents combats eurent lieu, se concluant par le massacre des Pendes. Le bilan faisait état officiellement de 400 morts, mais ils furent sans doute plus nombreux.

La Seconde Guerre mondiale vit se développer dans les villes divers mouvements de grève, ainsi que des organisations de syndicats clandestins (car ils étaient toujours interdits) revendiquant de meilleures conditions de travail, notamment des meilleurs salaires. En 1941, le stade de football d'Elisabethville fut le théâtre d'une grande réunion de grévistes. Devant l'impasse des négociations, les autorités belges donnèrent l'ordre de tirer dans la foule. Il y eut plus de 60 morts et 100 blessés. La grande grève de Léopoldville en novembre 1945 fut également réprimée dans le sang par les forces de l'ordre. A peine cinq années plus tard, le roi Léopold III décida d'abdiquer au lendemain du meurtre de civils belges par des forces de l'ordre lors de heurts en métropole au cours de la Question royale. Au Congo, des civils étaient massacrés par les forces de l'ordre sans provoquer de grands remous.

openlijk antikolonialer dan de andere. Interne deportatie van volgelingen was een methode die door de Belgische autoriteiten op grote schaal werd toegepast.

Tijdens de hele periode van de kolonisatie werden aldus ongeveer 14 000 mensen gedeporteerd naar de andere kant van het land, veelal om politiek-religieuze redenen. Die deportaties vonden in uitermate moeilijke omstandigheden plaats: mensen zaten in goederenwagens op elkaar gepakt gedurende een lange reis, die sommigen dan ook niet overleefden. Vervolgens werden de gedeporteerden opgesloten in werkkampen, waar het sterftecijfer opliep tot 20 %. Dat beleid roept onvermijdelijk herinneringen op aan enkele zwarte bladzijden uit de Europese geschiedenis.

Soms werd de confrontatie rechtstreeks aangegaan via sociale protestbewegingen. Er deden zich zware onlusten voor, zoals in 1931 met de opstand van de Pende. De Pende waren een etnische groep van wie de leden grotendeels werkten voor de *Huileries du Congo Belge* (HCB) van Unilever; op gevaar voor eigen leven moesten zij in de bomen klimmen om de notentrossen los te wrikken. Ten gevolge van de wereldwijde economische depressie werd drastisch gesnoeid in hun lonen, terwijl de Staat tegelijkertijd de belastingen verhoogde. De arbeiders waren veroordeeld tot een slavenbestaan en moesten zweepslagen en andere vormen van geweld ondergaan. Een Belgisch ambtenaar die de belastingen inzamelde, werd door de Pende gefolterd en aan stukken gehakt. De autoriteiten reageerden met een strafexpeditie die de vergelijking kan doorstaan met die uit de donkerste jaren van de Congo-Vrijstaat. Er werd een hevige strijd geleverd, die uiteindelijk culmineerde in de afslachting van de Pende. Officieel werd gewag gemaakt van 400 slachtoffers, maar het werkelijke dodental lag wellicht hoger.

Tijdens de Tweede Wereldoorlog vonden in de steden diverse stakingsbewegingen plaats en verenigden de arbeiders zich in clandestiene vakbonden (die toen nog altijd verboden waren) om betere arbeidsomstandigheden en vooral hogere lonen te eisen. In 1941 was het voetbalstadion van Elisabethstad het decor van een grote stakersbijeenkomst. Nu de onderhandelingen helemaal waren vastgelopen, gaven de Belgische autoriteiten het bevel op de menigte te schieten. Er vielen meer dan 60 doden en 100 gewonden. De grote staking van Leopoldstad in november 1945 werd eveneens door de strijdkrachten in bloed gesmoord. Nog geen vijf jaar later, daags nadat Belgische burgers tijdens de Koningskwestie door het leger werden gedood tijdens schermutselingen in het moederland, besloot Koning Leopold III om troonsafstand te doen. In Congo werden burgers door de strijdkrachten afgeslacht en er kraaide geen haan naar.

La fin de la Seconde Guerre mondiale détendit la situation pour un temps. Le retour de la croissance économique, les nouvelles promesses d'émancipation (notamment un plus grand accès à l'enseignement et la mise en place de statuts pour "évolués"), ainsi que l'arrivée de nombreuses familles belges apportèrent chez les Congolais un regain d'espoirs quant à une plus grande prospérité et une plus grande égalité entre blancs et noirs. Malgré le mouvement de décolonisation qui avait été déclenché par la fin de la guerre, le Congo belge fit preuve d'une étonnante stabilité jusqu'à la fin des années 1950.

Le paternalisme belge et notamment son système éducatif était parvenu à retarder le réveil congolais. Celui-ci n'en fut que plus brutal.

La prise de conscience congolaise de l'extrême lenteur des Belges à opérer une transition fut en effet tardive mais saisissante. L'indépendance totale du Congo dut être soudainement concédée dans la précipitation et fut largement bâclée. L'élite congolaise, pratiquement inexistante, se voyait dans la plus grande impréparation pour reprendre la gestion du pays. Le fiasco annoncé qui succéda directement à l'indépendance du Congo, dont de nombreux massacres et l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba, aboutit à la mise en place en 1965 d'un régime dictatorial qui dura 31 ans. Autant de conséquences désastreuses à propos desquelles la politique coloniale belge, et en particulier son long et coupable refus d'envisager une autonomie progressive des Congolais, porte une lourde responsabilité.

4.4. *La tutelle belge sur l'ancien Ruanda-Urundi*⁶

De 1916 à 1962, le Rwanda et le Burundi actuels furent également colonisés par la Belgique, ce qui est généralement méconnu du grand public belge. Suite aux conquêtes victorieuses de la Belgique au cours de la Première Guerre mondiale depuis le Congo vers ce qui était alors "l'Ouest africain allemand", ces deux pays furent occupés et administrés de fait par la Belgique dès 1916. Cette occupation fut ensuite officiellement légitimée par un mandat international de la Société des Nations (SDN) en 1923. Le "protectorat du Ruanda-Urundi" ainsi défini attribuait à la Belgique l'administration de ces territoires pour une période de 30 années

⁶ Les pages qui suivent se basent principalement sur les ouvrages suivants: Chrétien (Jean-Pierre), *L'Afrique des grands lacs: deux mille ans d'histoire*, Flammarion, Paris, 2001; Rudakemwa (Fortunatus), *Rwanda, à la recherche de la vérité historique pour une réconciliation nationale*, L'Harmattan, 2007.

Het einde van de Tweede Wereldoorlog haalde het lont tijdelijk uit het kruitvat. De herwonnen economische groei, de in uitzicht gestelde emancipatiekansen (meer bepaald via een betere toegang tot onderwijs en de invoering van statuten voor zogeheten *évolués*), alsook de komst van heel wat Belgische gezinnen, deden de Congolezen de hoop koesteren op meer welvaart en een grotere gelijkheid tussen blank en zwart. Ondanks de dekolonisatiebeweging die het einde van de oorlog op gang had gebracht, gaf Belgisch-Congo tot eind de jaren '50 blijk van een verbazingwekkende stabiliteit.

Het Belgische paternalisme, en met name zijn onderwijssysteem, was er in geslaagd het Congolese reveil te vertragen. Toen dat er eenmaal was, bleek de schok des te groter.

De Congolese bewustwording van de extreme traagheid waarmee de Belgen een overgang doorvoerden, kwam er immers tardief maar was indringend. De volledige onafhankelijkheid van Congo moest plots en hals over kop worden verleend, en de daarbij gevolgde aanpak was in grote mate dilettantisch. De bijna onbestaande Congolese elite was volstrekt niet voorbereid om 's lands bestuur over te nemen. Het aangekondigde fiasco dat onmiddellijk op de onafhankelijkheid van Congo volgde, met onder meer talrijke slachtpartijen en de moord op premier Patrice Lumumba, leidde tot de instelling in 1965 van een dictatoriaal bewind dat 31 jaar duurde. Dat zijn even zoveel rampzalige gevolgen waarvoor het Belgische koloniale beleid, meer bepaald de langdurige en schuldige weigering om de Congolezen een geleidelijke autonomie toe te staan, een zware verantwoordelijkheid draagt.

4.4. *De Belgische voogdij over het voormalige Ruanda-Urundi*⁶

Van 1916 tot 1962 werden ook Rwanda en Burundi door ons land gekoloniseerd, iets waarvan het Belgische publiek over het algemeen niet op de hoogte is. Na de triomfantelijke veroveringstochten die België tijdens de Eerste Wereldoorlog vanuit Congo ondernam naar wat toen Duits West-Afrika heette, werden die twee landen in 1916 bezet en *de facto* door België bestuurd. Vervolgens werd die bezetting officieel gelegitimeerd door een internationaal mandaat van de Volkenbond in 1923. Het aldus tot stand gekomen "Protectoraat Ruanda-Urundi" verleende aan België het bestuur over die gebieden voor een periode van 30 jaar, tot in 1946. Dat mandaat

⁶ De volgende bladzijden zijn hoofdzakelijk gebaseerd op de volgende werken: Chrétien (Jean-Pierre), *L'Afrique des grands lacs: deux mille ans d'histoire*, Flammarion, Parijs, 2001; Rudakemwa (Fortunatus), *Rwanda, à la recherche de la vérité historique pour une réconciliation nationale*, L'Harmattan, 2007.

allant jusqu'en 1946. Ce mandat sera prolongé jusqu'en 1962, moyennant une adaptation du statut du territoire.

Le statut de protectorat international devait garantir au Ruanda-Urundi un traitement différent de celui d'une colonie. Cependant, dans la pratique, il n'y avait pas de réelle différence. Le Ruanda-Urundi fut d'ailleurs annexé au Congo belge voisin au sein d'une "union administrative" commune, et la politique de gestion des territoires fut calquée en bonne partie sur celle du Congo. La différence la plus significative avec l'administration du Congo était l'application d'un *indirect rule*, soit une gestion administrative indirecte se reposant sur les structures sociales et hiérarchiques existantes. Il n'empêche que le passage sous administration belge signifia une implication nettement plus importante des autorités coloniales par rapport à la précédente occupation allemande. La Belgique instaura ainsi une culture d'exportation, le café, et imposa ses méthodes de travail forcé afin de s'assurer de la rentabilité de sa tutelle coloniale.

La politique belge du travail forcé dans un territoire sous mandat international provoqua d'ailleurs des condamnations internationales, de même que de fortes migrations depuis ce petit territoire vers notamment l'Ouganda britannique voisin qui n'appliquait pas de tels procédés.

Davantage encore qu'au Congo, l'intention de ne pas développer économiquement cette colonie au-delà du strict nécessaire était manifeste. Cette occupation n'étant que temporaire, il n'était pas question d'effectuer des investissements sur fonds propres.

Bien que le mandat confié à la Belgique stipule clairement que la gestion du Ruanda-Urundi devait mener à terme à l'indépendance du territoire, la même politique de non-émancipation qu'au Congo y fut appliquée. Malgré sa promesse à la SDN de promouvoir l'éducation, le système d'enseignement mis en place par la Belgique se résuma à une délégation de l'éducation à des missions catholiques subsidiées et à des missions protestantes non-subsidiées. En 1961, peu de temps avant l'indépendance, moins de 100 personnes étaient allées au-delà de l'école secondaire.

L'administration indirecte du Ruanda-Urundi eut l'avantage de limiter les rapports de force directs entre Africains et Belges. Les répressions sanglantes et autres formes d'abus furent par conséquent plus limitées qu'au Congo belge. Ceci n'empêcha pas l'administration belge de soutenir la répression brutale de certaines révoltes par le biais des autorités "traditionnelles". Cependant, le choix précisément de ces autorités "traditionnelles"

werd verlengd tot in 1962, via een aanpassing van de status van het gebied.

De status van internationaal protectoraat moest er borg voor staan dat Ruanda-Urundi een andere behandeling kreeg dan een kolonie. In de praktijk was er echter geen echt verschil. Ruanda-Urundi werd trouwens met het naburige Belgisch-Congo samengevoegd tot een "bestuurlijke eenheid", en het territoriaal bestuur was grotendeels een doorslag van dat in Congo. Het meest significante verschil met het bestuur van Congo was de toepassing van een *indirect rule*, dus een indirect administratief beheer op grond van de bestaande sociale en hiërarchische structuren. Toch leidde het feit dat het protectoraat onder Belgisch bestuur werd geplaatst tot een veel nauwere betrokkenheid van de koloniale autoriteiten dan het geval was onder de Duitse bezetting voordien. Aldus bouwde België een exportteelt uit, vooral van koffie, en legde het zijn op dwangarbeid stoelende methodes op om zich van de rendabiliteit van zijn koloniale voogdij te verzekeren.

Het Belgische beleid dat zich van dwangarbeid bediende in een onder internationaal mandaat geplaatst grondgebied leidde trouwens tot internationale veroordelingen, alsook tot een forse migratiestroom uit dit kleine grondgebied naar met name het naburige Brits Oeganda, waar dergelijke procedés niet gangbaar waren.

Meer nog dan in Congo bleek manifest dat het niet de bedoeling was die kolonie meer te ontwikkelen dan strikt noodzakelijk was. Aangezien die bezetting slechts tijdelijk was, was er geen sprake van met eigen geldmiddelen investeringen te doen.

Hoewel het aan België verleende mandaat duidelijk bepaalde dat het beheer van Ruanda-Urundi op termijn moest uitmonden in de onafhankelijkheid van het grondgebied, werd er hetzelfde beleid van niet-ontvoogding gevoerd. Ofschoon België aan de Volkenbond had beloofd het onderwijs te bevorderen, kwam het door ons land opgezette onderwijssysteem erop neer dat het onderwijs werd uitbesteed aan gesubsidieerde katholieke missieposten en aan niet-gesubsidieerde protestantse missieposten. In 1961 hadden minder dan 100 mensen het verder gebracht dan de middelbare school.

Het indirecte bestuur van Ruanda-Urundi bood het voordeel dat de rechtstreekse krachtsverhoudingen tussen Afrikanen en Belgen werden beperkt. De bloedige onderdrukking en andere vormen van misbruik waren dus van een beperktere omvang dan in Belgisch-Congo. Dat belette het Belgische bestuur niet de genadeloze repressie van bepaalde opstanden te steunen via de "traditionele" overheden. Net de keuze voor die "traditionele"

s'avéra très arbitraire, et l'administration indirecte du Ruanda-Urundi impliqua une restructuration de la société précoloniale sur des bases raciales qui eut par la suite des conséquences désastreuses.

La plus grande honte du mandat belge au Ruanda-Urundi fut précisément la radicalisation des clivages ethniques préexistants dont la Belgique fut directement responsable. Le Rwanda et le Burundi étaient alors deux formes de royaumes distincts composés tous deux de Hutus, de Tutsi et de Twa. Les Hutus, majoritaires (environ 85 % de la population), étaient généralement des agriculteurs alors que les Tutsis (environ 15 %), étaient plus souvent des éleveurs. Enfin les Twa (1 %) se retrouvaient généralement dans les métiers artisanaux. Ces catégories étaient donc essentiellement socio-professionnelles, et les mouvements entre les différents groupes étaient fréquents. De plus, ces catégories n'étaient pas strictes, les Hutus pratiquant également de l'élevage et les Tutsis de l'agriculture. Elles étaient donc avant tout des identités sociales flexibles et mouvantes. Les "clans" constituaient les véritables socles des sociétés rwandaise et burundaise et étaient pour leur part composés indifféremment d'Hutus et de Tutsis.

Ces clans étaient dominés par des "mwamis", tant hutus que tutsis. Cependant, la large proportion de mwamis tutsis ainsi que la dominance au Rwanda d'un mwami tutsi sur les autres clans renforça l'idée chez les Européens d'une supériorité raciale des Tutsis, au physique selon eux plus "européen".

Les Européens, alors obsédés par l'idée de race, ne saisirent pas la complexité de cette société et en pervertirent certaines caractéristiques pour plus de facilité administrative.

Les Tutsis furent érigés en caste dominante et les Hutus réduits à des paysans vassaux. Cette structure féodale artificielle mise en place par les Allemands fut reprise et radicalisée par la Belgique. Les autorités belges introduisirent en effet en 1931 des cartes d'identité mentionnant la "race" de chaque individu, et discriminèrent ouvertement les Africains selon cette appartenance. L'enseignement fut divisé entre Hutus et Tutsis, les postes à responsabilité étaient exclusivement attribués à des Tutsis, etc. À partir de ce moment, les sociétés rwandaise et burundaise furent irrémédiablement figées dans des identités raciales fixes, ce qui insémina les germes d'une radicalisation extrême des conflits ethniques. Ceux-ci aboutirent, en marge et après l'indépendance de 1962, à de terribles violences, tant

overheden bleek echter zeer willekeurig, en het indirecte bestuur van Ruanda-Urundi impliceerde een herstructurering op raciale grondslagen van de prekoloniale samenleving, die later rampzalige gevolgen had.

De grootste schande die aan het Belgische mandaat in Ruanda-Urundi kleefte, was precies de radicalisering van de reeds bestaande etnische breuklijnen waarvoor België rechtstreeks verantwoordelijk was. Rwanda en Burundi waren toen twee afzonderlijke vormen van koninkrijken die beide bestonden uit Hutu's, Tutsi's en Twa's. De Hutu-meerderheid (ongeveer 85 % van de bevolking) waren over het algemeen landbouwers, terwijl de Tutsi's (ongeveer 15 %) vooral veehouders waren. De Twa's ten slotte (1 %) waren meestal bedrijvig in de ambachtelijke nijverheid. Die categorieën waren dus in wezen sociaalprofessioneel van aard, en onderlinge overgangen tussen de verschillende groepen kwamen vaak voor. Bovendien waren die categorieën niet strikt afgebakend, aangezien ook de Hutu's veeteelt bedreven en de Tutsi's de landbouw beoefenden. Bovenal waren het dus flexibele en veranderende maatschappelijke identiteiten. De "clans" vormden de echte hoekstenen van de Rwandese en de Burundese samenleving, en ze bestonden net zo goed uit Hutu's als uit Tutsi's.

Die clans waren gedomineerd door de "mwami's", zowel Hutu als Tutsi. Doordat veel "mwami's" Tutsi waren en in Rwanda een mwami-Tutsi de plak voerde over de andere clans, werden de Europeanen versterkt in hun opvatting dat de Tutsi's een superieus ras zijn, gezien hun in hun ogen meer "Europees" uiterlijk.

De Europeanen, die indertijd geobsedeerd waren door alles wat met "ras" te maken had, hadden niet door hoe complex die samenleving wel was en stelden bepaalde kenmerken voor het administratieve gemak in een slecht daglicht.

De Tutsi's werden verheven tot dominante kaste en de Hutu's werden gereduceerd tot vazalboeren. Deze artificiële feodale structuur, die door Duitsland werd ingesteld, werd door ons land overgenomen en op de spits gedreven. De Belgische overheid voerde in 1931 immers identiteitskaarten in waarop het "ras" van elk individu werd vermeld en discrimineerde aldus de Afrikanen openlijk op grond daarvan. Het onderwijs was verschillend voor Hutu's en Tutsi's, de leidinggevende functies werden uitsluitend aan Tutsi's toegewezen enzovoort. Vanaf dat moment lagen de definitieve rassenidentiteiten in de Rwandese en de Burundese samenlevingen onomkeerbaar vast, waardoor de kiemen werd gelegd voor een extreme radicalisering van de etnische conflicten. Die conflicten mondten in de marge van en na

au Rwanda qu'au Burundi, qui attinent leur paroxysme lors du génocide du Rwanda en 1994.

Zoé GENOT (Ecolo-Groen)
Eva BREMS (Ecolo-Groen)

de onafhankelijkheid van 1962, zowel in Rwanda als in Burundi, uit in gruwelijk geweld, met de genocide in 1994 in Rwanda als trieste climax.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la méconnaissance générale des abus commis par l'État belge au sein de ses colonies du Congo, du Rwanda et du Burundi entre 1908 et 1962;

B. vu l'implication de l'État belge dans la gestion désastreuse du Congo par le roi Léopold II entre 1885 et 1908;

C. considérant l'ambivalence des discours des représentants officiels de l'État belge à l'égard de la colonisation par la Belgique du Congo, du Rwanda et du Burundi;

D. considérant l'illégitimité de la colonisation et la nécessité de refuser de brader les principes démocratiques au nom du développement socio-économique;

E. vu les avancées de l'historiographie en matière d'histoire coloniale;

F. considérant les atrocités commises directement et indirectement par la Belgique au cours de sa période coloniale à l'encontre des populations africaines (congolaises, rwandaises et burundaises);

G. vu les conclusions de la commission d'enquête parlementaire de 2000-2001 *visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci*, ayant estimé "que ni la population congolaise, ni les Belges n'ont exorcisé les démons du passé", ayant constaté que "le champs d'investigation de la commission ne concernait qu'une partie limitée, fût-elle importante, de ce passé non "digéré" et que "nombre de griefs sur lesquels ni le monde académique ni le monde politique n'ont pu faire la lumière continuent de tourmenter les esprits";

H. vu la motion adoptée le 21 février 2002 par la Chambre des représentants, approuvant les conclusions de la commission d'enquête, bien que ces dernières ne soient pas toujours suivies d'effets;

I. considérant la nécessité de soutenir la Déclaration Écrite du Parlement européen du 15 avril 2013 *déposée conformément à l'article 123 du règlement du Parlement européen, sur l'instauration d'une Journée européenne*

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst erop dat het misbruik waaraan de Belgische Staat zich van 1908 tot 1962 schuldig heeft gemaakt in de koloniën Congo, Rwanda en Burundi, algemeen wordt miskend;

B. attendeert erop dat de Belgische Staat mee de hand had in het rampzalige bestuur van Congo dat koning Leopold II van 1885 tot 1908 tentoon spreidde;

C. wijst op de tweeslachtigheid van het discours van de officiële vertegenwoordigers van de Belgische Staat ten aanzien van de Belgische kolonisatie van Congo, Rwanda en Burundi;

D. is zich bewust van de onrechtmatigheid van de kolonisatie, alsook van de noodzaak erop toe te zien dat democratische beginselen niet mogen worden versja-cherd in naam van de sociaaleconomische ontwikkeling;

E. brengt onder de aandacht dat de koloniale geschiedschrijving vooruitgang heeft geboekt;

F. merkt op dat België zich in de koloniale tijd zowel direct als indirect is te buiten gegaan aan wreedheden ten aanzien van de Afrikaanse volkeren (Congoleden, Rwandezen en Burundezen);

G. wijst op het onderzoek dat de parlementaire onderzoekscommissie in 2000-2001 heeft ingesteld *met het oog op het vaststellen van de precieze omstandigheden waarin Patrice Lumumba werd vermoord en van de eventuele betrokkenheid daarbij van Belgische politici*; daarbij meende de commissie "dat er zowel bij de Congolese bevolking als bij de Belgen sprake is van een "onverwerkt verleden"" en constateerde ze het volgende: "*Het onderzoeksdomein van de commissie betrof slechts een beperkt, weze het belangrijk, onderdeel van dit onverwerkt verleden. Tal van grieven waarover noch de academische wereld, noch de politieke wereld klaarheid brachten, blijven voortwoekeren*";

H. wijst op de motie die de Kamer van volksvertegenwoordigers op 21 februari 2002 heeft aangenomen ter goedkeuring van de conclusies van de onderzoekscommissie, hoewel aan deze conclusies niet in alle gevallen gevolg werd gegeven;

I. attendeert erop dat het noodzakelijk is steun te verlenen aan de Schriftelijke Verklaring van 15 april 2013 van het Europees Parlement, *ingediend overeenkomstig artikel 123 van het Reglement over de instelling van een*

en reconnaissance des victimes de la colonisation européenne et de l'esclavage européen;

J. vu l'allocution du président français François Hollande du 20 décembre 2012 devant les deux Chambres réunies du Parlement algérien;

K. vu les excuses présentées par le Premier ministre italien Silvio Berlusconi le 30 août 2008 à Benghazi à l'égard de la colonisation italienne de la Lybie;

L. vu les excuses présentées par le gouvernement allemand le 14 août 2004 au peuple Herero pour le massacre de 1904;

M. vu les excuses renouvelées par le premier ministre japonais Naoto Kan le 07 décembre 2010 à l'égard de la colonisation japonaise de la Corée;

N. vu la volonté du gouvernement britannique de dédommager les milliers de kenyans maltraités pendant "la révolte des Mau Mau" dans les années 50;

O. considérant la nécessité d'inscrire pleinement la Belgique dans un mouvement international de réconciliations postcoloniales;

P. considérant l'importance qu'il y a de redresser l'image passive et négative des populations colonisées et de rendre hommage aux épisodes de résistance et de combativité des Africains (congolais, rwandais et burundais);

Q. vu l'importance des liens notamment migratoires qui existent entre la Belgique et ses anciennes colonies;

présente ses excuses aux parlements et aux populations du Congo, du Rwanda et du Burundi pour les abus et les crimes commis par la Belgique au cours de la colonisation entre 1908 et 1962;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de condamner solennellement:

a. la colonisation en tant que principe antidémocratique et raciste engendrant de façon structurelle des crimes et des abus inhérents à ce système de gouvernance;

Europese dag voor de herdenking van de slachtoffers van de Europese kolonisatie en de koloniale slavernij;

J. herinnert aan de toespraak die de Franse president François Hollande op 20 december 2012 heeft gehouden in de *Chambres réunies* van het Algerijnse parlement;

K. merkt op dat de Italiaanse eerste minister Silvio Berlusconi op 30 augustus 2008 in Benghazi zijn excuses heeft aangeboden voor de kolonisatie van Libië door zijn land;

L. wijst erop dat de Duitse regering op 14 augustus 2004 haar excuses aan het Herero-volk heeft aangeboden voor het bloedbad dat ze in 1904 heeft aangericht;

M. attendeert erop dat de Japanse eerste minister Naoto Kan zich op 7 december 2010 nogmaals heeft geëxcuseerd voor de Japanse kolonisatie van Korea;

N. merkt op dat de Britse regering de duizenden Kenianen wil vergoeden die werden mishandeld tijdens de "opstand van de Mau Mau" in de jaren 50;

O. acht het noodzakelijk dat België zich volmondig aansluit bij de internationale op postkoloniale verzoening aansturende beweging;

P. vindt het belangrijk het passieve en negatieve imago van de gekoloniseerde bevolkingsgroepen op te waarderen en hulde te brengen aan de periodes waarin de Afrikanen — Congolezen, Rwandezen en Burundezen — weerstand hebben geboden en strijdlust hebben getoond;

Q. wijst op het belang van de banden, niet in het minst via migratie, tussen België en zijn vroegere kolonies;

biedt haar verontschuldigen aan aan de parlemen-ten en de volkeren van Congo, Rwanda en Burundi voor de misbruiken en de misdaden die België heeft begaan tijdens de kolonisatie tussen 1908 en 1962;

VERZOEKT DE REGERING:

1. over te gaan tot een formele veroordeling van:

a. de kolonisatie als antidemocratisch en racistisch beginsel dat structureel leidt tot misdaden en misbruiken als inherent onderdeel van een dergelijk bestuursstelsel;

b. le cautionnement par la Belgique de la spoliation des Africains (congolais, rwandais et burundais) de leurs terres ancestrales et l'appropriation illégitime de ces terres par la Belgique entre 1908 et 1960;

c. le soutien direct et l'implication indirecte de la Belgique dans la gestion désastreuse de l'État Indépendant du Congo par son souverain le roi Léopold II, responsable notamment de nombreux massacres de civils;

d. le travail forcé comme forme d'esclavagisme moderne mis en place à grande échelle par la Belgique au sein de ses colonies;

e. la ségrégation raciale imposée par la loi belge au sein de ses colonies, aboutissant à un régime de fait comparable à de nombreux égards au régime de l'*apartheid*;

f. l'organisation par les autorités belges de déportations massives et mortelles de populations africaines dans des camps de travail ainsi que la persécution de mouvements religieux, culturels, politiques et civiques par l'usage de la violence;

g. la répression violente et disproportionnée de différents mouvements de contestation sociale et le meurtre de civils africains par les forces de l'ordre belges;

h. la politique coloniale belge de refus d'éducation appropriée et de partage du pouvoir, plus particulièrement au Congo, et qui aboutit à une impréparation dramatique des Congolais à reprendre la gestion de leur pays après l'indépendance;

2. de s'excuser en particulier pour la politique raciste radicale entre Africains qui fut développée par la Belgique au Rwanda et au Burundi, eut égard à ses conséquences funestes; ainsi qu'au Congo, par exemple vis-à-vis des enfants métisses dits "mulâtres";

3. de rendre hommage:

a. aux résistants africains qui s'élevèrent contre l'occupation coloniale belge;

b. aux soldats africains qui se battirent pour le compte de la Belgique sur divers continents au cours des deux guerres mondiales, ainsi qu'aux populations africaines qui contribuèrent directement à la défense du pays par leur dur labeur, en particulier au cours de ces conflits;

b. België's instemming met het feit dat de Afrikanen — Congolezen, Rwandez en Burundez — van hun voorouderlijke gronden werden beroofd, alsook van de onrechtmatige toe-eigening van die gronden door België tussen 1908 en 1960;

c. België's directe ondersteuning van en indirecte betrokkenheid bij het rampzalige bestuur van Congo-Vrijstaat door toedoen van zijn vorst Koning Leopold II, die met name verantwoordelijk is voor talrijke slachtingen van burgers;

d. dwangarbeid als vorm van moderne slavernij zoals die door België op grote schaal werd toegepast in zijn kolonies;

e. de bij de Belgische wetgeving ingevoerde rassenscheiding in de kolonies, waardoor een regime tot stand kwam dat in heel wat opzichten veel weg had van een apartheidsregime;

f. de organisatie door de Belgische autoriteiten van massale en dodelijke deportaties van Afrikaanse bevolkingsgroepen naar werkkampen, alsook de gewelddadige vervolging van religieuze, culturele, politieke en civiele bewegingen;

g. de hevige en buitensporige onderdrukking van talrijke sociale protestbewegingen, alsook het doden van Afrikaanse burgers door de Belgische strijdkrachten;

h. de weigering van het Belgische koloniale beleid om passend onderwijs te verstrekken en de macht te delen, meer bepaald in Congo, wat ertoe heeft geleid dat de Congolezen na de uitroeping van de onafhankelijkheid van hun land er hoegenaamd niet op waren voorbereid het bestuur van hun land over te nemen;

2. zich in het bijzonder te verontschuldigen voor het radicaal racistische beleid waarmee België een wig heeft gedreven tussen Afrikanen in Rwanda en Burundi, in het licht van de gekende nefaste gevolgen daarvan, alsook in Congo, bijvoorbeeld ten aanzien van de halfbloedkinderen, de zogeheten mulatten;

3. hulde te brengen:

a. aan de Afrikaanse verzetsstrijders die in opstand kwamen tegen de Belgische koloniale bezetting;

b. aan de Afrikaanse soldaten die tijdens de twee Wereldoorlogen op diverse continenten voor België vochten, alsook aan de Afrikaanse bevolkingsgroepen die door middel van hard labeur rechtstreeks het land hielpen verdedigen, meer bepaald tijdens die twee wereldconflicten;

4. de proposer un plan mémoriel colonial incluant l'instauration d'un jour de commémoration des méfaits de la colonisation, l'apposition de plaques explicatives sur les monuments apologiques de la colonisation et du roi Léopold II ainsi que sur les bâtiments et monuments financés par l'argent colonial, d'encourager la nomination d'espaces publics avec des hommages aux peuples colonisés et aux résistants des colonies, l'érection d'un monument d'hommage aux résistants des colonies, de rendre hommage à la mémoire des combattants africains au cours des commémorations des guerres mondiales, en particulier lors des prochaines commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale;

5. de participer à la création d'une Fondation pour la Mémoire des méfaits de la colonisation en partenariat avec des acteurs Congolais, Rwandais et Burundais et des membres ou descendants des diasporas; ce fonds, outre son travail de Mémoire, viserait aussi à développer des animations, à soutenir la production de documentaires, d'études scientifiques, de manifestations publiques et de productions artistiques; le travail de mémoire serait mené en lien avec le Musée Royal de l'Afrique Centrale;

6. de réaliser une étude scientifique en vue d'établir une synthèse des crimes commis durant la colonisation et les responsabilités de l'État belge, sur le modèle de celle réalisée à l'égard de la déportation des Juifs intitulée "La Belgique docile", et en incluant des chercheurs belges et africains;

7. de créer des bourses de recherche pour la réalisation de 10 doctorats sur la persécution et l'exploitation des peuples colonisés par des chercheurs résidents en Belgique, et 10 doctorats sur la persécution et l'exploitation des peuples colonisés par des chercheurs résidents aux Congo, Rwanda et Burundi;

8. d'encourager les Entités fédérées à développer la colonisation belge au Congo, au Rwanda et au Burundi dans les programmes scolaires afin de permettre aux citoyens, et en particulier aux jeunes, de connaître cette page de notre histoire et de perpétuer ainsi le travail de mémoire;

9. de présenter un plan pour assurer une meilleure conservation des archives ainsi qu'une meilleure promotion et un meilleur accès de celles-ci, notamment à l'égard des chercheurs et du public africains;

4. werk te maken van een plan om de koloniale nagedachtenis in stand te houden, meer bepaald via de invoering van een dag waarop de wandaden van de kolonisatie worden herdacht, het aanbrengen van infobordjes op de apologetische monumenten van de kolonisatie en van Koning Leopold II, alsook op de met koloniaal geld gefinancierde gebouwen en monumenten; te bevorderen dat bij de benaming van openbare ruimten wordt verwezen naar het koloniaal verleden, als eerbetoon aan de gekoloniseerde volkeren en de verzetsstrijders van de kolonies; de nagedachtenis van de Afrikaanse soldaten te eren tijdens de herdenkingsplechtigheden voor de twee Wereldoorlogen, meer bepaald tijdens de aanstaande herdenking van de honderdste verjaardag van de Eerste Wereldoorlog;

5. mee te werken aan de oprichting van een Stichting ter nagedachtenis van de wandaden van de kolonisatie, in samenspraak met Congolese, Rwandese en Burundese actoren en met leden of nazaten van de diaspora; naast het in stand houden van de nagedachtenis, in samenwerking met het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, zou het ook tot de taken van die Stichting behoren animatiefilms te maken en documentaires, wetenschappelijke onderzoeken, publieke manifestaties en artistieke producties te ondersteunen;

6. wetenschappelijk onderzoek te verrichten teneinde de tijdens de kolonisatie begane misdaden alsook de verantwoordelijkheden van de Belgische Staat op te lijsten, naar het model van de synopsis die in verband met de deportatie van de Joden werd gemaakt in het rapport "Gewillig België", en daarbij Belgische en Afrikaanse onderzoekers te betrekken;

7. onderzoekstipendia beschikbaar te stellen voor de verwezenlijking door in België verblijvende wetenschappelijk onderzoekers van 10 doctoraalstudies over de vervolging en de uitbuiting van de gekoloniseerde volkeren en van 10 doctoraalstudies over de vervolging en de uitbuiting van de gekoloniseerde volkeren door in Congo, Rwanda en Burundi verblijvende wetenschappelijk onderzoekers;

8. de deelstaten ertoe aan te moedigen in de onderwijsprogramma's aandacht te besteden aan de Belgische kolonisatie in Congo, zodat de burgers, en meer bepaald de jongeren, die bladzijde uit onze geschiedenis kennen en zo de collectieve herinnering levendig houden;

9. een plan voor te leggen om de archieven beter te bewaren, ze ruimere bekendheid te geven en ze beter te ontsluiten onder meer voor Afrikaanse wetenschappelijk onderzoekers en belangstellenden;

10. de s'engager à évaluer l'exécution des recommandations de la présente proposition de résolution tous les deux ans.

11 avril 2014.

Zoé GENOT (Ecolo-Groen)
Eva BREMS (Ecolo-Groen)

10. zich ertoe te verbinden de uitvoering van de in dit voorstel van resolutie vervatte aanbevelingen om de twee jaar te evalueren.

11 april 2014.